ISSN 0024-7650

l'éditorial d'Arlette Laguiller

en page 3

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

lutte ouvrière

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1399 - 28 avril 1995 - prix : 9 F

Ni Chirac, ni Jospin ne satisferont les revendications ouvrières

- **DES MESURES D'URGENCE S'IMPOSENT POUR ARRÊTER LA CATASTROPHE SOCIALE !**
- **IL FAUDRA LES IMPOSER À L'ÉLU DU DEUXIÈME TOUR, QUEL QU'IL SOIT, ET AU PATRONAT !**

M 6189 - 1399 - 9,00 F

SOMMAIRE

3 – L'éditorial d'Arlette Laguiller

4 – Les résultats d'Arlette Laguiller

5 – Vote «branché» ou vote ouvrier

– Le parti qu'il faudrait aux exploités

6 – Lutte Ouvrière selon certains journalistes... plus bêtes que méchants

7 – Le « plan d'urgence » reste à l'ordre du jour

– Les remboursements des frais de campagne

Travailleurs en lutte

8/9 – Rhône-Poulenc (région lyonnaise)

– Biscuiterie Belin (Evry, Essonne) : quatrième semaine de grève

– Coca Cola (Grigny, Essonne)

– Alpa (Porcheville, Yvelines)

11 – A la Poste (Centre de tri de Bobigny)

– Guichetiers SNCF de Paris-Montparnasse

– Nettoyeurs de la ligne C du RER (région parisienne)

12 – Carnaud (Laon, Aisne)

– Fonderies du Poitou (Ingrandes, Vienne)

13 – Renault CTR (Rueil, Hauts-de-Seine)

– Renault (Le Mans)

– CRAM (Rouen)

Leur société

10 – Les profits des entreprises

– Surendettement et appauvrissement

11 – Le scandale du dépôt des étrangers à Paris

Il y a cinquante ans

15 – Italie, 25 avril 1945 : la chute de Mussolini

Dans le monde

14 – L'attentat d'Oklahoma City et les milices d'extrême droite aux États-Unis

15 – Rwanda : tuerie dans un camp de réfugiés

– Haute couture et dessous d'un dictateur au Gabon

COMME PRÉVU, LE PCF OFFRE SES VOIX, SANS CONDITION, EN PAQUET-CADEAU À JOSPIN

Dans un de ses meetings, notre camarade Arlette Laguiller avait précisé que dès le soir du premier tour, Robert Hue appellerait ses électeurs à voter pour Lionel Jospin. Et cela malgré les critiques que Hue avait pu formuler sur l'absence de réel programme social de Jospin.

Elle avait ajouté que ce serait sous un prétexte comme la nécessité de « faire barrage à la droite » ou quelque chose d'approchant. En tout cas que ce serait sans poser la moindre condition à Jospin.

Il faut dire que notre camarade s'est trompée au moins sur quelques points. Ce n'est pas Robert Hue qui a appelé, mais le Comité national du PCF. Ce n'est pas dès le dimanche 23 avril, mais il a fallu attendre le mercredi soir. Ce n'est pas pour « battre la droite » mais pour « *dire non à Chirac, non à la droite* ».

Par contre, c'est bien sans condition aucune, même si ce n'est pas sans contorsions douloureuses, qu'il déclare que « *c'est en utilisant le bulletin de vote au nom de Lionel Jospin que cette opposition à la droite pourra s'exprimer* ».

MANIFESTONS LE 1er MAI !

A Paris : 14h30

de la place de la République à Saint-Lazare

Le 1er mai, des manifestations auront lieu dans de nombreuses villes, selon des modalites diverses. A Paris, c'est à l'appel de 34 organisations, notamment la CGT, la FSU, le SUD-PTT, l'UNEF et l'UNEF-ID, la JOC, le MJC, le DAL, Droits Devant !... qu'un appel a été lancé à une manifestation qui partira à 14 h 30, de la place de la République à Saint-Lazare.

Dans le contexte d'aujourd'hui, alors que depuis plusieurs semaines des luttes se déroulent dans de nombreuses entreprises, il est d'autant plus important de montrer que, pour nombre de travailleurs, la tradition de cette journée internationale de lutte de la classe ouvrière qu'est le 1er mai n'est nullement oubliée.

C'est pourquoi Lutte Ouvrière appelle à participer nombreux aux manifestations de ce jour-là.

MEETINGS AVEC ARLETTE LAGUILLER

Après les résultats du premier tour de l'élection présidentielle, notre camarade Arlette Laguiller tiendra de nouveaux meetings :

À ORLEANS :

Mardi 2 mai à 18 h 30
Salle des fêtes de Saint-Jean de la Ruelle
rue Bernard-Millon

À NANTES :

Mercredi 3 mai à 20 h 30
Salons Mauduit,
10, rue Arsène Leloup

À PARIS

Jeudi 4 mai à 20 h 30
au Cirque d'Hiver,
110, rue Amelot (11e)
Métro : Filles du Calvaire ou Oberkampf

À DUNKERQUE :

Vendredi 5 mai à 20 h 30
Centre Romain-Rolland
Avenue Maurice-Berteaux
à Saint-Pol-sur-Mer

Une date à retenir
3, 4 et 5 juin à Presles (Val d'Oise)
FÊTE DE LUTTE OUVRIÈRE

RÉUNIONS PUBLIQUES DE LUTTE OUVRIÈRE

À METZ

Jeudi 27 avril à 20 h 30
Espace Pilâtre de Rozier

À NANCY

Vendredi 28 avril à 20 h 30
Palais des Congrès

LUTTE OUVRIERE

Union Communiste (Trotskyste) - membre de l'Union Communiste Internationaliste

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des dirigeants de l'ex-Union Soviétique. Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle. Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie. Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes, révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIERE - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE

La Société d'Editions de Lutte Ouvrière - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est une S.A.R.L. au capital de 20 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1er janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage : 28 000 exemplaires. Composition : & Associés. Impression : Roto de l'Ile-de-France, 3, rue du Parc - 93150 Le Blanc-Mesnil - 48 14 21 65. Commission paritaire des publications n° 64 995.

ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
– Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
– Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....

PRENOM : .....

ADRESSE : .....

.....

CODE POSTAL et VILLE : .....

.....

COMPLEMENT D'ADRESSE : .....

.....

Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIERE - LUTTE DE CLASSE,** pour une durée de :

.....

(rayer la mention inutile).

Ci-joint la somme de : .....

Règlement :

- par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
- par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R - PARIS.

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

APRÈS LE PREMIER TOUR

Le score de plus de 5 % que nous avons obtenu à ce scrutin représente le double des voix que nous obtenons habituellement. Il est, en soi, un succès important pour les idées que nous avons défendues.

D'autant plus que si nos idées sont relayées par nos militants et nos sympathisants, dans les quartiers, dans les bureaux ou dans les ateliers, nous sommes une petite organisation par rapport à d'autres partis, comme le Parti Communiste par exemple, pour citer un parti ayant la même implantation sociale que nous. Et nous avons obtenu près des deux tiers des voix du Parti Communiste.

C'est dire que ces idées ont rencontré l'accord de centaines de milliers d'électeurs et un réel soutien. Il faut dire qu'elles étaient éclairées par les scandales économiques et politiques, les bénéfices fabuleux des grandes entreprises sur fond de chômage généralisé, et par le fait que les trois principaux candidats étaient tous responsables, à un titre ou à un autre, de la situation des quinze dernières années et ne proposaient au fond rien d'autre que de recommencer.

Entre ces deux tours, je veux rappeler que nous avons dit et répété, au cours de cette campagne, que les travailleurs n'avaient rien à attendre de différent de Jacques Chirac, ou de Lionel Jospin.

J'ai dit depuis le début de cette campagne que, pour notre part, nous nous abstiendrons au second tour et que nous n'appellerons donc pas à voter pour Lionel Jospin.

Ceux qui ont voté pour moi connaissaient ce choix à l'avance.

En effet seul le maquillage diffère entre les représentants du Parti Socialiste et du RPR. Ils sont tous deux des hommes du patronat qui se sont adressés aux classes populaires avec de vagues promesses qu'ils se sont bien gardés de chiffrer et qu'ils se garderont bien de concrétiser s'ils sont élus.

En 1981, nous avions appelé, au deuxième tour, à voter pour François Mitterrand, en précisant que c'était sans illusion aucune sur ce qu'il apporterait, mais par solidarité avec les millions d'électeurs de gauche, de travailleurs, de gens du peuple, qui souhaitaient mettre fin à des années et des années de pouvoir politique de la droite et qui espéraient beaucoup de la gauche.

En 1988, nous n'avons pas renouvelé cet appel entre les deux tours. Car le premier septennat avait été marqué par le blocage des salaires, puis par les licenciements massifs, d'abord dans l'automobile et la sidérurgie, puis dans de multiples autres branches. Durant ces sept années, l'autorisation préalable de licenciement avait été supprimée, laissant ainsi s'aggraver le chômage de façon considérable, et les CRS ont été envoyés contre les travailleurs qui protestaient. Tout cela avait suffisamment démontré que les travailleurs n'avaient rien à attendre du Parti Socialiste au pouvoir. Et nous ne voulions pas être complices de ce qui allait se passer par la suite et de ce qui s'est effectivement passé.

Aujourd'hui, nous avons la même attitude envers Lionel Jospin que celle que nous avions en 1988 envers Mitterrand. Nous ne voulons pas empêcher les travailleurs et l'électorat de gauche de voter pour Lionel Jospin et nous ne ferons rien pour cela.

Nous n'appellerons donc pas à l'abstention, mais nous n'appellerons pas, non plus, à voter pour Lionel Jospin, qui est, comme Chirac, un représentant du patronat, même s'il en est un représentant plus hypocrite que Chirac, qui l'est ouvertement.

Voter pour Jospin ne fera malheureusement pas barrage à la droite car c'est à la politique du Parti Socialiste, appuyé par le Parti Communiste de 1981 à 1984, que l'on doit non seulement la dramatique situation économique actuelle mais aussi la montée de la droite qui représente 60 % des voix, dont 15 % pour le Front National de Le Pen.

Car Lionel Jospin ne fait que récupérer une partie des voix précédemment perdues par le Parti Socialiste. Et Robert Hue, malgré la remontée que le PCF proclame, ne retrouve même pas la moitié de son électorat de 1981, à peine plus que son score de 1988 qui était le plus bas.

Ce n'est pas s'aligner à nouveau derrière le candidat socialiste qui changera cette situation. Ce qu'il faut, c'est changer radicalement de politique pour réduire le chômage et les injustices. C'est le seul moyen de faire disparaître le racisme et la xénophobie.

Je remercie tous ceux qui ont voté, au travers de ma candidature, pour le programme que j'ai défendu.

J'aurais souhaité obtenir encore plus de voix, pour représenter une force susceptible de mobiliser l'ensemble des travailleurs, des chômeurs et des jeunes, pour imposer à l'élu du deuxième tour ce programme urgent pour 5 millions de personnes en situation précaire, pour l'ensemble du monde du travail et pour toute la population.

Mais nous, les militants et sympathisants de Lutte Ouvrière, allons, dans les semaines qui viennent, nous efforcer de rencontrer le maximum possible de ceux qui ont voté pour ma candidature et de ceux qui ont cru qu'il valait mieux faire un vote qu'ils croyaient «utile», afin de discuter avec eux; discuter avec tous ceux d'entre eux qui l'accepteront, pour envisager les conditions de la création d'un bien plus grand parti que le nôtre, se plaçant résolument, et uniquement, sur le terrain de la défense politique des exploités.

Un tel parti sera le seul moyen de remporter le troisième tour social qui ne manquera pas d'avoir lieu car, maintenant, les luttes doivent sortir des urnes et ne pas s'y enfermer.

Car il n'y a rien, absolument rien, à attendre de celui qui l'emportera au soir du deuxième tour, quel qu'il soit.

Arlette LAGUILLER

LES RÉSULTATS D'ARLETTE LAGUILLER

Nous publions ci-contre nos résultats – en nombre de voix et en pourcentage – par département, en rappelant les scores que nous y avions réalisés dans les derniers scrutins où Lutte Ouvrière était présente à l'échelle nationale, à savoir : l'élection présidentielle de 1988 et les élections européennes de 1994.

DÉPARTEMENTS	PRÉSIDENTIELLE 88		EUROPÉENNES 94		PRÉSIDENTIELLE 95	
	voix	%	voix	%	voix	%
AIN	3 416	1,50	2 908	2,04	11 918	4,89
AISNE	7 368	2,45	6 157	3,17	17 053	5,80
ALLIER	3 161	1,47	2 516	1,90	9 763	4,78
ALPES HAUTE PROVENCE	1 345	1,70	865	1,60	4 211	5,26
HAUTES-ALPES	1 156	1,77	754	1,71	3 505	5,13
ALPES-MARITIMES	6 006	1,17	3,736	1,17	18 662	3,70
ARDECHE	3 253	1,97	2 226	2,08	8 986	5,41
ARDENNES	3 617	2,32	2 231	2,55	7 956	5,35
ARIEGE	1 857	2,13	1 058	1,75	4 263	4,98
AUBE	2 869	1,89	2 210	2,28	7 135	4,73
AUDE	3 294	1,83	2 495	1,98	8 887	4,89
AVEYRON	3 804	2,16	2 028	1,75	8 101	4,73
BOUCHES-DU-RHONE	11 049	1,29	6 498	1,18	41 462	5,00
CALVADOS	7 733	2,32	5 958	2,83	23 059	6,70
CANTAL	1 966	1,93	1 114	1,85	4 112	4,13
CHARENTE	4 476	2,20	3 178	2,53	10 284	5,24
CHARENTE-MARITIME	6 315	2,10	4 028	2,06	14 721	4,85
CHER	4 180	2,30	2 701	2,37	9 562	5,43
CORREZE	2 557	1,60	1 949	1,87	5 323	3,42
CORSE DU SUD	388	0,62	189	0,63	1 636	3,04
HAUTE-CORSE	497	0,66	198	0,54	1 965	3,06
COTE-D'OR	4 733	1,89	2 993	1,88	13 118	5,14
COTES-D'ARMOR	8 672	2,49	6 970	3,21	18 807	5,49
CREUSE	1 995	2,29	1 170	2,25	3 453	4,26
DORDOGNE	4 581	1,82	3 228	1,89	10 620	4,38
DOUBS	6 439	2,57	4 020	2,41	14 003	5,40
DROME	4 292	1,94	2 830	1,94	11 957	5,26
EURE	5 959	2,18	4 672	2,57	16 043	5,68
EURE-ET-LOIRE	4 189	2,00	3 325	2,37	10 822	5,07
FINISTERE	11 051	2,18	8 275	2,75	30 313	6,08
GARD	5 611	1,75	3 592	1,71	16 973	5,16
HAUTE-GARONNE	9 442	2,00	6 708	1,85	31 249	6,05
GERS	2 175	1,95	1 315	1,73	5 202	4,82
GIRONDE	12 674	2,01	8 458	2,02	38 431	5,95
HERAULT	7 120	1,71	5 406	1,87	23 620	5,22
ILLE-ET-VILAINE	11 236	2,59	8 139	2,95	30 188	6,52
INDRE	3 844	2,59	2 532	2,72	7 212	5,16
INDRE-ET-LOIRE	6 229	2,23	5 020	2,79	15 172	5,32
ISERE	8 830	1,79	6 729	2,10	31 264	5,99
JURA	3 445	2,45	2 074	2,34	7 435	5,31
LANDES	2 881	1,47	2 359	1,76	8 294	4,24
LOIR-ET-CHER	3 973	2,22	2 914	2,44	8 879	4,93
LOIRE	7 574	2,02	5 565	2,50	18 858	5,05
HAURE-LOIRE	2 891	2,29	2 008	2,62	6 867	5,46
LOIRE-ATLANTIQUE	13 449	2,39	9 509	2,61	37 195	6,20
LOIRET	6 057	2,02	4 345	2,08	15 641	5,03
LOT	2 138	2,10	1 523	2,07	5 091	5,02
LOT-ET-GARONNE	3 242	1,75	2 283	1,84	8 908	4,98
LOZERE	800	1,73	540	1,78	1 937	4,13
MAINE-ET-LOIRE	9 673	2,56	6 631	2,81	20 837	5,35
MANCHE	6 041	2,18	3 786	2,29	15 687	5,66
MARNE	5 734	2,05	3 855	2,25	16 240	5,82
HAUTE-MARNE	2 800	2,40	2 028	2,81	5 899	5,30
MAYENNE	3 711	2,28	2 980	2,99	8 512	5,15
MEURTHE-ET-MOSELLE	9 697	2,63	6 361	2,90	23 313	6,47
MEUSE	2 975	2,60	1 893	2,71	5 833	5,31
MORBIHAN	7 666	2,09	6 482	2,80	20 300	5,34
MOSELLE	16 341	3,04	8 857	2,91	33 765	6,43
NIEVRE	2 501	1,74	2 142	2,41	6 026	4,49
NORD	30 575	2,32	23 588	2,74	73 270	5,63
OISE	8 678	2,36	7 973	3,18	23 270	6,00
ORNE	4 029	2,33	2 695	2,51	9 008	5,30
PAS-DE-CALAIS	22 412	2,74	17 951	3,30	49 349	6,17
PUY-DE-DOME	7 491	2,31	5 301	2,63	22 638	6,92
PYRENEES-ATLANTIQUE	6 413	1,91	4 094	1,85	18 642	5,58
HAUTES-PYRENEES	2 489	1,83	1 496	1,65	7 099	5,30
PYRENEES-ORIENTALES	3 111	1,56	2 594	1,99	10 084	4,88
BAS-RHIN	8 982	1,81	7 407	2,39	24 531	4,82
HAUT-RHIN	6 032	1,71	5 045	2,39	17 980	5,06
RHONE	10 517	1,51	8 286	1,84	36 871	5,10
HAUTE-SAONE	3 142	2,32	2 325	2,63	6 755	5,03
SAONE-ET-LOIRE	5 748	1,85	4 045	2,18	14 634	4,84
SARTHE	7 708	2,65	6 040	3,44	17 372	5,94
SAVOIE	3 391	1,87	2 109	1,84	10 275	5,30
HAUTE-SAVOIE	3 910	1,47	3 243	1,85	14 656	4,91
SEINE-MARITIME	15 701	2,41	12 528	3,06	41 689	6,47
DEUX-SEVRES	5 430	2,65	3 397	2,65	11 600	5,71
SOMME	8 390	2,62	7 427	3,44	18 431	5,86
TARN	4 358	2,06	2 777	1,86	10 366	5,00
TARN-ET-GARONNE	2 368	1,98	1 585	1,84	5 851	4,82
VAR	5 302	1,22	3 822	1,30	18 704	4,18
VAUCLUSE	3 954	1,58	2 585	1,56	11 793	4,67
VENDEE	6 748	2,20	4 039	1,89	14 508	4,52
VIENNE	4 952	2,26	3 724	2,67	11 822	5,39
HAUTE-VIENNE	4 941	2,29	3 630	2,56	10 429	4,97
VOSGES	5 612	2,54	4 039	2,98	12 064	5,54
YONNE	3 211	1,80	2 627	2,26	8 828	4,95
TERRITOIRE-DE-BELFORT	1 966	2,89	1 074	2,32	4 212	6,09
PARIS	14 820	1,57	11 992	1,98	40 693	4,33
SEINE-ET-MARNE	8 993	1,84	7 683	2,28	28 253	5,53
YVELINES	9 874	1,57	7 315	1,72	30 431	4,90
ESSONNE	9 569	1,87	7 593	2,22	30 737	6,00
HAUTS-DE-SEINE	10 267	1,57	7 631	1,81	28 529	4,72
SEINE-SAINT-DENIS	9 846	1,81	7 371	2,34	28 108	5,79
VAL-DE-MARNE	8 976	1,63	6 755	1,94	26 880	5,25
VAL-D'OISE	8 224	1,80	6 551	2,24	24 274	5,36
REUNION	1 826	0,86	2 144	2,78	5 491	2,42
GUADELOUPE	602	0,78	470	1,55	1 894	2,25
MARTINIQUE	826	0,70	610	1,79	2 444	2,66
GUYANE	148	0,90	101	1,38	652	3,75
NOUVELLE CALEDONIE	193	0,57			892	1,50
POLYNESIE	394	0,66			978	1,63
WALLIS ET FUTUNA	10	0,16			46	0,86
MAYOTTE	79	0,51			208	1,03
ST PIERRE ET MIQUELON	60	2,79	22	3,70	157	6,41
TOTAL	606 017	1,99	442 209	2,28	1 616 566	5,30

ON A LA FORCE DE SES IDÉES

Avec 1 616 566 voix, Arlette Laguiller fait plus que doubler ses voix par rapport à 1988. Aujourd'hui, bien des commentateurs essaient d'expliquer pourquoi et comment une petite candidate – et candidate pour la quatrième fois ! – a pu passer le cap des 5% et recueillir un nombre de voix significatif. Et de parler de « bonne campagne », de bonnes prestations télévisuelles, d'une personnalité sympathique, etc.

Non, cela n'explique rien.

Bien sûr, pour la première fois, elle a été invitée à des émissions politiques importantes, mais toujours ou presque à titre de « petit candidat ». Car en dehors des émissions officielles de la campagne elle-même, les télévisions avaient fait d'avance leur classement : les grands, les moyens, les petits candidats. Cela a donné, pour Arlette Laguiller, sept minutes à « 7/7 » (qui a consacré une émission entière à Le Pen), un partage méticuleux du temps à « La Marche du Siècle » entre les quatre « petits » (à l'époque Hory, Waechter, Voynet et Laguiller), etc.

Non, la télévision n'explique pas le phénomène. Ni la presse, parfois sympathique, forçant un peu le trait sur « la-petite-employée-vivant-dans-un-HLM-des-Lilas-entre-les-tomes-de-Trotsky-et-ses-plantes-vertes », mais aussi parfois carrément malveillante.

Non, si Arlette a gagné plus d'un million de voix par rapport à son score de 1988 (606 017 voix recueillies alors), elle le doit aux idées qu'elle défend. Arlette n'a avec elle, ni députés, ni conseillers régionaux, ni élus, ni notables, ni surtout des militants partout. Car Lutte Ouvrière est une petite organisation qui n'est présente que dans quelques grandes régions et centres industriels, mais qui manque cruellement d'implantation dans tout le pays, qui manque d'un réseau de militants et de sympathisants, d'un milieu semblable à celui du PCF, par exemple.

Si Arlette a gagné des voix, elle le doit à la force des idées qu'elle défend, des idées qui ont trouvé aujourd'hui un accueil plus important, parce que la situation sociale dégradée provoque elle-même des interrogations, des indignations, un sentiment d'injustice et de colère qui demande une réponse.

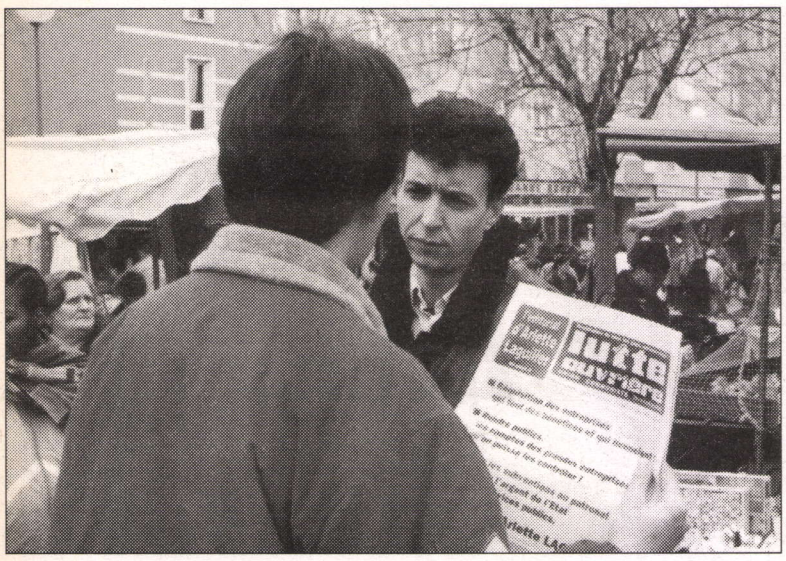
Avec son plan d'urgence pour la défense des travailleurs, Arlette Laguiller, au nom de Lutte Ouvrière, a su exprimer la volonté de ceux qui ne veulent plus être les sacrifiés de la course au profit. Elle a dit des vérités que plus d'un million six cent mille personnes souhaitaient entendre. Elle les a dites sans concession, sans complaisance pour les riches et les puissants et les hommes politiques d'hier et de demain.

Elle a dit que le monde du travail est menacé, qu'il faut prendre des mesures immédiates pour arrêter la course à l'exclusion. Elle l'a dit concrètement, rigoureusement.

Et elle a été entendue. Pas assez, sans doute, pour créer un nouveau rapport de forces, mais assez cependant pour rallier des voix ouvrières, des voix de jeunes, des voix populaires, conscientes de l'urgence et de la nécessité de mettre un coup d'arrêt à la politique menée depuis vingt ans.

Il ne faut pas chercher ailleurs l'explication du succès « inattendu » d'Arlette Laguiller. En bons matérialistes, nous croyons à la force des idées quand elles rencontrent l'attente des masses. On ne peut sans doute pas encore parler vraiment de masses quand on ne compte que 1 600 000 approbations sur 31 millions de suffrages exprimés, mais on peut légitimement parler d'espoir et de perspectives.

Colette BERNARD



VOTE «BRANCHÉ» OU VOTE OUVRIER?

Certains journalistes, qui ne nous veulent pas de bien, avaient fait courir la rumeur qu'Arlette aurait surtout des voix dans les beaux quartiers, chez les snobs, les « intellectuels branchés ». Dominique Voynet elle-même, qui doit fréquenter ces milieux – sinon pourquoi aurait-elle repris cette information malveillante ? – parlait de la « *tendresse amusée* » que suscitait Arlette dans les « *milieux branchés* ».

Aujourd'hui la publication des résultats, département par département et, pour Paris, arrondissement par arrondissement, montre qu'Arlette Laguiller fait ses meilleurs scores dans les arrondissements restés populaires de Paris et dans des départements à tradition ouvrière. Tout comme le PCF d'ailleurs, mais nous n'avons pas la prétention d'être les seuls à recueillir les voix ouvrières.

Nous publions ci-dessous les résultats d'Arlette Laguiller par arrondissements parisiens, et pour ceux qui aiment la précision, la comparaison avec les chiffres de Hue. Quand on connaît un peu Paris, on peut voir que c'est dans les quartiers les plus bourgeois comme le 16e, le 7e arrondissement, le 8e et en partie le 17e, qu'Arlette a trouvé le moins d'électeurs.

C'est en revanche dans les quartiers les plus populaires, comme le 10e, 11e, 18e, 19e et 20e, qu'elle en trouve le plus.

Encore faut-il ne pas oublier que, dans les beaux quartiers, logent aussi des ouvriers, des employés de maison, des gardiens d'immeubles, des petits commerçants, bref toute une série de gens qui font partie du monde du travail et qui ont des réflexes de classe, et que les voix recueillies dans ces quartiers ne sont pas non plus nécessairement celles des « branchés » détectés par ces journalistes.

LES VOIX D'ARLETTE LAGUILLER À PARIS

Arrondissement	Voix d'A.L. en %	Voix de R.Hue en %
1	4,10	3,88
2	6,22	4,58
3	5,81	4,99
4	4,57	4,16
5	4,55	3,82
6	3,46	2,81
7	2,18	1,71
8	2,39	1,56
9	5,13	3,90
10	6,12	5,59
11	6,20	5,94
12	5,21	5,12
13	5,47	6,68
14	5,11	5,05
15	4,04	3,46
16	1,80	1,29
17	3,87	3,12
18	6,48	6,00
19	5,96	7,03
20	6,32	7,17
TOTAL	4,83	4,68

LE PARTI QU'IL FAUDRAIT AUX EXPLOITÉS

Au soir du premier tour, Arlette Laguiller a annoncé, après la proclamation de nos résultats, que les militants et sympathisants de Lutte Ouvrière allaient s'efforcer de rencontrer le maximum de ceux, ouvriers, employés, chômeurs, jeunes, qui ont voté pour le programme qu'elle présentait, pour discuter avec tous ceux qui l'accepteront et envisager avec eux les possibilités et les conditions de la construction d'un parti se plaçant résolument et uniquement sur le terrain de la défense politique des exploités.

Il ne s'agit pas, dans notre esprit, d'essayer une nouvelle fois de provoquer la fusion des groupes existants dans ce qu'il reste de l'extrême-gauche, ou autour des écologistes, ou encore autour de ceux qui ont choisi de se nommer les « forces alternatives ».

Tous ces militants, dont nous respectons les convictions, ont choisi leur terrain de lutte et, le plus souvent, ce n'est pas, ou ce n'est plus, celui de la défense des travailleurs. Ce n'est pas qu'ils y soient opposés, mais ils pensent qu'il y a des tâches plus urgentes. Ils n'ont peut-être pas tort. Mais ce n'est pas notre avis et ce n'est pas de cela que nous voulons discuter. Car ces discussions durent depuis des années et nous ne voulons pas être paralysés par ce genre de polémique.

Nous, nous croyons que la défense de toutes les catégories sociales opprimées, que ce soient les jeunes, les femmes, les immigrés, les chômeurs ou les sans-abri, ou toutes les minorités vis-à-vis desquelles il y a un ostracisme, passe par le terrain fondamental de la lutte entre les deux principales classes de la société, ceux qui ne vivent ou ne peuvent vivre que de leur travail, et ceux qui exploitent le travail des autres.

Nous pensons qu'ignorer cela c'est, d'une façon ou d'une autre, en rester complices, même involontairement.

Bien sûr, il faut aider ceux qui sont dans des situations catastrophiques et les aider sans attendre des lendemains qui chantent.

Mais il faut aussi lutter pour arrêter la machine folle qui fabrique en permanence des chômeurs, des exclus, des pauvres et dont le sous-produit est de créer d'autres types d'exclusions, psychologiques ou morales, vis-à-vis de certaines minorités.

Nous respectons donc le combat des autres. D'ailleurs bien souvent nous l'aidons. Nous participons souvent à des manifestations initiées par d'autres pour leur apporter notre soutien, et il n'est pas rare que nos militants et sympathisants fournissent le plus gros contingent de telles manifestations.

Mais nous, nous souhaitons et voulons rester sur le terrain qui nous paraît le terrain principal, celui des classes sociales.

C'est ce que nous avons défendu durant cette campagne et c'est ce qu'un million six cent mille électeurs ont approuvé, près des deux tiers de ceux qui ont approuvé le candidat du PCF.

Alors, c'est avec ceux qui ont voté pour la candidature d'Arlette Laguiller et ceux qui, sans aller jusqu'à voter, l'ont approuvée ou ont été touchés par ce qu'elle dit et veulent aller au-delà, que nous voulons essayer de discuter, dans les quelques mois qui viennent.

Bien sûr, nous savons bien qu'entre un vote et l'acceptation de participer et d'adhérer à un parti, il y a un pas. Nous ne chercherons donc pas à le faire franchir à ceux qui ne le veulent pas. Mais nous voulons essayer de discuter même avec ceux-là, avec le maximum de nos électeurs, ouvriers, employés, jeunes, enseignants, chômeurs, travailleurs en général, ou intellectuels, pour voir avec eux non seulement ceux qui voudraient participer à la construction d'un tel parti, mais aussi les autres, comment ils l'envisageraient, ce qu'ils en attendraient, ce qu'ils souhaiteraient le voir faire.

Avec ceux qui voudraient en être les artisans, nous envisagerions comment, concrètement, le construire avec eux.

Nos militants et nos sympathisants vont donc, dans les semaines qui viennent, tenter de faire des réunions dans le maximum d'entreprises, de quartiers, de lycées, de facultés, autour de cette question. Ils tenteront aussi d'aller dans des villes ou des régions, trop nombreuses malheureusement, où nous n'avons jusqu'ici pas de présence.

Enfin, nous voudrions aussi faire de la fête annuelle de Lutte Ouvrière à Paris, lors du week-end de la Pentecôte, les 3, 4 et 5 juin, un grand rassemblement politique, orienté vers ces discussions et ces échanges pour la construction d'un tel parti.

Ce sera, pour tous ceux qui viendront, l'occasion de mieux connaître Lutte Ouvrière et de rencontrer ses militants. Ils y verront le rôle que nos militants voudraient jouer sur le terrain politique. Et ils y verront aussi les objectifs que nos camarades se fixent sur le terrain de la culture populaire.

Des voyages collectifs seront organisés à partir de certaines villes de province. L'hébergement (en camping) sera assuré sur place.

Cela, c'est une première étape. Que tous ceux de nos lecteurs qui seraient intéressés s'adressent à nos vendeurs, à nos camarades, ou nous écrivent purement et simplement. Et le week-end de la Pentecôte, c'est dans cinq semaines et demie.

Et puis, il y aura les élections municipales et nous essaierons d'intervenir dans cette campagne, surtout si nous avons pu commencer à ébaucher notre projet.

Mais nous reviendrons sur ces élections. Car si nous pensons que les dirigeants du Parti Communiste et du Parti Socialiste sont responsables de la situation démoralisante où se trouvent les travailleurs, nous n'avons rien contre les militants de ces deux partis. Et nous ne sommes pas hostiles *a priori* à des luttes communes dans la mesure où il ne s'agit pas de soutenir une tête de liste qui aurait une part de responsabilité personnelle dans cette situation politique. En tout cas, nous sommes ouverts à cette discussion-là aussi.

Enfin, tout l'été, profitant des vacances, nos sympathisants et nos militants essaieront de prendre contact, d'organiser des réunions, des meetings, dans les quartiers populaires de l'ensemble du pays.

Nous sommes, nous le rappelons, une petite organisation qui n'a aucune existence dans les trois quarts du territoire.

Mais cela peut changer, cela doit changer, avec votre aide, nous l'espérons.

Roger GIRARDOT

« Lutte Ouvrière » selon certains journalistes

PLUS BÊTES QUE MÉCHANTS... ET C'EST PAS PEU DIRE !

La montée d'Arlette Laguiller dans les sondages, puis les résultats du premier tour ont amené un certain nombre de commentateurs à adopter un ton de plus en plus malveillant, voire carrément diffamant, en ce qui concerne notre candidate. Ce fut évidemment le cas de la presse du Parti Communiste Français. A la radio et à la télévision, Robert Hue déclarait certes *« respecter la militante et la travailleuse »*. Mais *L'Humanité* prenait moins de gants en lui reprochant son attitude au moment du référendum sur Maastricht (ce qui est après tout le droit de ce journal) et en affirmant (le 8 avril) qu'elle avait *« salué la mise en œuvre de l'espace de Schengen »* ce qui est une contre-vérité absolue. Dans le journal départemental du PCF pour le Loiret, cela devenait carrément : *« Elle est en vérité pour Maastricht, pour l'autorisation donnée au capital de liquider les acquis sociaux des travailleurs européens »*.

Même progression, en ce qui concerne les fonctions syndicales de notre camarade, quand on passait de la presse nationale du PCF, à la presse locale (dont les rédacteurs ne font sans doute que publier les calomnies qu'ils ont entendu proférer par leurs dirigeants sur notre candidate). Tronquant une déclaration d'Arlette, le quotidien du PCF du 22 avril parlait de la *« permanente FO au Crédit Lyonnais* [qui] *dit avoir appris les démêlés [de sa banque] "par les journaux" »*. La même insinuation, reprise par La voix des Métallos, journal du PCF chez Alsthom-Rateau (en Seine-Saint-Denis) devenait carrément : *« Que faisait Arlette Laguiller (...) quand B. Tapie ou J. Peyrelevade, président de ce même Crédit Lyonnais, puisaient dans les caisses de cette banque nationale ? »*. Quant aux élus communistes de Moyeuvre-Grande (en Moselle), ils n'hésitaient pas à parler, dans un appel public, de *« la permanente syndicale FO du Crédit Lyonnais qui accepte le plan drastique de réduction d'effectifs et de blocage des salaires de la direction... »*

DU « MONDE » À « L'ÉVÉNEMENT »

Mais le fait qu'une candidate révolutionnaire puisse recueillir 5 % des voix donnait aussi visiblement des boutons à des organes de la presse bourgeoise qui prétendent pourtant à la respectabilité. Ainsi, *Le Monde* du 15 mars avait publié, une fois n'est pas coutume, une page consacrée à notre camarade. Mais plutôt que de présenter le programme d'Arlette, l'auteur, un certain Gilles Paris, avait préféré rassembler une anthologie des ragots recueillis sur le compte de Lutte Ouvrière en général et d'Arlette en particulier. Du coup, à propos des fonctions syndicales de notre camarade, il fait bien plus fort que *L'Humanité* en citant prétend-il *« un ancien délégué CFDT »* (anonyme bien sûr de surcroît), *« nécessairement vipérin »* (ce qui ne le gêne pas !), qui lui aurait déclaré : *« Il y a donc vingt-cinq ans qu'elle ne travaille plus ! »*. Non, elle continue seulement à aller au Crédit Lyonnais tous les matins à huit heures par habitude !

Dans *Info-Matin* du 12 avril, un article signé Éric Zemmour se demandait de la même manière *« pourquoi, déléguée syndicale depuis vingt ans, elle était payée sans travailler par le Crédit Lyonnais ? »* Et ce monsieur, chez qui il est difficile de savoir quelle est la part de malhonnêteté et celle de l'incompétence, affirmait en outre que si Arlette Laguiller atteignait 5 % des voix *« sur Lutte Ouvrière se déverserait (...) la manne publique de 31 millions de francs alors que la campagne de sa candidate n'aura pas dépassé les sept millions alloués aux petits candidats. 24 millions pour rameuter, manifester, conspirer »*. Comme si (voir notre article ci-contre) l'État remboursait autre chose que des frais réels !

L'Événement du jeudi, le journal de Jean-François Kahn, s'attristait quant à lui le 30 mars, convaincu que *« dans aucune autre démocratie européenne un candidat trotskyste ne pourrait espérer entre 3 et 5 % des voix à une élection décisive »* et y voyait-là la preuve que *« l'archaïsme extrémiste reste une spécialité bien française »*. Pour convaincre ses lecteurs du terrible danger qui les menaçait, *L'Événement* avait confié la tâche d'étudier de près Arlette et Lutte Ouvrière à une nommée Anne-Sophie Mercier. Celle-ci s'en est acquittée en copiant d'ailleurs sauvagement, et sans le dire (c'est pas beau !), l'article du *Monde*, déjà cité. Parmi les apports d'Anne-Sophie Mercier à la science politique, notons que *« Arlette est désormais dans le Who's who, bible de l'establishment »*. C'est vrai, cela fait d'ailleurs au moins cinq ans, et on n'y est pour rien. On n'y est pour rien non plus si Anne-Sophie Mercier n'y est pas, et pourtant elle a du mérite, car elle a découvert (en lisant *Génération* de Hervé Hamon et Patrick Rotman), à propos de l'électorat d'Arlette que *« les politologues situent le noyau dur de cette mouvance atypique chez les paysannes auvergnates d'âge avancé »*.

Car, évidemment, tous ces gens-là ont bien du mal à comprendre d'où peuvent bien venir les voix qui se sont portées sur Arlette. *L'Humanité* du 22 avril s'empressait par exemple de citer *Libération* déclarant à propos d'Arlette : *« Son électorat n'est pas particulièrement ouvrier. Certains cadres osent le frisson prolétarien »*. D'autres, tel Dominique Voynet, ont même affirmé sans rire que l'électorat d'Arlette était constitué par des *« intellectuels branchés »*. C'est finalement rassurant pour l'avenir du pays de savoir qu'il compte plus de 5 % *« d'intellectuels branchés »*, et que la plupart habitent dans des villes et des quartiers ouvriers !

PISSE-COPIE EN FLAGRANT DÉLIRE

Le Monde, *L'Événement* ont découvert en prime que les militants de Lutte Ouvrière sont des révolutionnaires, qui ne veulent rien de moins que détruire l'Etat bourgeois. Et d'étayer cette assertion (tout à fait exacte, pour une fois) en publiant comme un inédit... des extraits d'un texte destiné à nous situer... qui figure dans tous les numéros de notre journal depuis des années. *Libération*, dans un article signé Hélène Crié, a fait encore plus fort le 25 avril, en affirmant qu'Arlette Laguiller était *« la candidate d'un groupuscule d'extrême gauche au nom soigneusement tenu secret »*, puisque *« la revue militante Lutte Ouvrière ne laisse en rien deviner qui l'édite »*. Que le lecteur distrait jette un coup d'œil sur notre sous-titre, et il pourra vérifier du même coup qu'Hélène Crié est une sacrée menteuse, ou qu'elle ne s'est même pas donné la peine de regarder *Lutte Ouvrière* avant de remettre sa copie.

Et pour qui n'aurait pas encore éprouvé un frisson d'horreur, nos plumitifs affirment enfin : Lutte Ouvrière est une *« secte »*, *« un clan parano »* titrait même l'article précédemment cité de *L'Événement*. Et pour donner plus de force à leur démonstration, ils invoquent des autorités intellectuelles, tel Jacques Kergoat présenté par Gilles Paris, du *Monde*, comme un *« historien du socialisme français »*, et par Anne-Sophie Mercier de *L'Événement*, comme *« historien du socialisme et biographe de Marceau Pivert »*. Jacques Kergoat, qui milita longtemps au PSU, avant d'adhérer à la LCR, est de fait un social-démocrate qui ne partage pas nos idées politiques. C'est certes son droit le plus absolu. Mais il aurait peut-être été plus honnête vis-à-vis des lecteurs du *Monde* et de *L'Événement* de le situer aussi sur le terrain politique, plutôt que de le présenter comme l'incarnation de l'objectivité historique !

Libération, lui, invoque le témoignage de Henri Weber, qu'il situe certes comme ancien militant de la LCR, *« aujourd'hui à la direction du PS »*, qui qualifie Lutte Ouvrière de *« secte flagellante »*. On comprend certes que Weber, qui a depuis longtemps troqué les idées de sa jeunesse contre un poste de conseiller de Fabius, ne partage pas notre manière de militer. Mais il fait partie de ces individus dont les ricanements ne peuvent être perçus que comme des compliments par des gens honnêtes.

Estimant peut-être que ce témoignage ne suffirait pas, la journaliste de *Libération* s'est tournée vers d'ex-militants ou sympathisants de notre tendance. Et elle nous donne du même coup une démonstration de la manière de faire dire aux interviewés ce que l'on veut qu'ils disent : *« Elizabeth (...)hésite un instant avant d'accepter le terme de secte, puis lâche : "Oui, on peut dire cela." Car ce qui caractérise LO, c'est qu'elle a une opinion globale sur tout »* ; *« Paulo, un ancien militant, ne nie pas le fonctionnement de secte propre à LO, mais il se défend d'avoir été lobotomisé »*. L'un et l'autre disent d'ailleurs s'être cultivés au contact de Lutte Ouvrière.

Alors pour conclure ce petit tour de la presse qui ne nous aime pas, comme nous ne sommes pas rancuniers, nous nous permettrons de donner quelques conseils aux responsables des périodiques en question.

A la direction du PCF et de *L'Humanité*, nous conseillerons de mieux expliquer aux rédacteurs de sa presse locale ou régionale que, pour être un calomniateur efficace, il y a des choses qu'on peut glisser de vive voix dans l'oreille des gens à l'intelligence limitée, mais qu'il ne faut pas écrire, parce que le mensonge trop flagrant se retourne contre son auteur au lieu d'atteindre son but, si l'on en juge par les résultats du 23 avril.

Et nous inciterons à la méfiance les responsables des autres journaux cités plus haut, qui sont peut-être satisfaits du zèle déployé par les scatophages pisse-copie qu'ils ont chargés de ce petit travail nous concernant. Car ces jeunes gens (on espère qu'ils ont au moins cette excuse) pourraient bien se montrer aussi incompétents, aussi peu soucieux de vérifier leurs sources, sur des sujets plus importants.

Quant à nous, nous savons qu'on ne peut pas empêcher les limaces de baver sur la salade.

Daniel MARTI

Au-delà des élections

UN PLAN D'URGENCE QUI RESTE A L'ORDRE DU JOUR

LO

Un plan d'urgence face au chômage, aux licenciements et aux atteintes contre le niveau de vie des travailleurs, en activité, au chômage ou retraités ; c'est sur ce programme que Lutte Ouvrière a fait campagne, à travers la candidature d'Arlette Laguiller, au premier tour de l'élection présidentielle. Les résultats de celui-ci ont montré qu'une fraction non négligeable des électeurs se reconnaissait dans ce programme. Mais, c'est évident, ce combat ne s'est pas arrêté le 23 avril.

Que l'élu du second tour s'appelle Jospin ou Chirac, aucun des deux n'appliquera évidemment un tel plan, ni même d'ailleurs les très vagues promesses qu'ils ont mis en avant au cours de leur campagne. Avant le 7 mai comme après, les travailleurs n'auront d'autre choix que de se battre pour imposer leurs exigences. Et pour renverser réellement le rapport de forces, il faudra qu'ils le fassent ensemble, autour d'un programme et d'objectifs communs qui sont ceux de l'ensemble de la classe ouvrière.

Alors, le « plan d'urgence pour les travailleurs et les chômeurs » défendu par Arlette Laguiller au cours de sa campagne reste plus actuel que jamais. Rappelons-en les grandes lignes :

- l'augmentation immédiate des salaires de 1 500 F. Ce ne serait que le rattrappage du pouvoir d'achat perdu en des années de blocage des salaires.

- la réquisition immédiate de toutes les entreprises qui licencient, à commencer par celles qui font des bénéfices.

- l'arrêt de toutes les subventions versées au patronat sous le prétexte de l'inciter à créer des emplois, et la création directe de ces emplois par l'Etat avec les sommes ainsi économisées.

- une politique de grands travaux afin de donner aux services publics les moyens matériels qui leur manquent, financée par des prélèvements sur les plus riches.

- la suppression immédiate de tous les avantages fiscaux et de tous les dégrèvements de cotisations sociales, consentis au patronat depuis le début de la crise.

- le rétablissement de l'impôt sur les bénéfices des sociétés, au moins à son niveau antérieur de 50%, alors qu'on l'a réduit à 33 % actuellement.

- le rétablissement et l'augmentation des tranches supérieures de l'impôt sur le revenu et la suppression de tout passe-droit permettant aux plus fortunés de payer proportionnellement moins d'impôt que les salariés.

Et puis il faut que les travailleurs puissent contrôler les comptes des grandes entreprises, voir ce qu'elles font de leur argent, ne plus accepter tous ces licenciements et prétendus « plans sociaux » décidés sous prétexte de rentabilité. Il faut imposer :

- l'obligation pour les entreprises de rendre publics tous leurs comptes.
- l'obligation pour les principaux hommes politiques et les hommes du grand patronat, de rendre publics leurs avoirs, leur patrimoine, leurs revenus.

Il faut d'urgence inverser les priorités et arrêter cette politique qui fabrique des chômeurs et des exclus ! Bien sûr, ce programme, il faudra l'imposer au gouvernement comme au patronat. Mais l'augmentation de 1 500 F par mois est déjà devenue un objectif commun des grèves qui ont éclaté ces derniers temps à Renault et dans bien d'autres usines. De même, à la poste comme dans les transports en commun, les employés ont commencé à mettre à l'ordre du jour la question de l'arrêt des suppressions d'effectif et de l'embauche pour rétablir un fonctionnement normal des services publics.

Aujourd'hui, c'est une contre-offensive généralisée des travailleurs sur toutes ces questions qu'il convient de préparer.

Remboursement des frais de campagne

PRÉCISION À L'USAGE DES JOURNALISTES PEU SCRUPULEUX...

Un certain nombre de journalistes se sont largement étendus sur le fait qu'en dépassant la barre des 5 %, Arlette Laguiller et son organisation réalisaient une bonne opération financière puisqu'elles allaient toucher, selon eux, 32 millions de francs au lieu des 7 millions alloués par l' Etat aux candidats ne dépassant pas ce seuil.

Ces allégations reflètent, sinon la volonté délibérée de nous nuire par des affirmations mensongères, du moins une ignorance coupable pour des gens qui prétendent informer sérieusement leur public.

Rétablissons donc la vérité telle qu'elle apparaît dans les textes officiels, mis à la disposition des candidats... et de tout journaliste voulant bien se donner la peine de s'informer avant d'écrire. Le ministère de l'Intérieur précise ainsi que *«de montant maximal du remboursement forfaitaire des dépenses de campagne»*, égal à 7,2 millions de francs pour un candidat présent au premier tour, est porté à 32,4 millions de francs *«si le candidat a obtenu au premier tour plus de 5% des suffrages exprimés»*.

Toutefois, ce *«remboursement forfaitaire ne peut excéder, en tout état de cause, le montant des dépenses du candidat retracées dans son compte de campagne»*.

Autrement dit, l'Etat ne rembourse que les frais réellement engagés par le candidat sur présentation de ses factures. Entre candidats ayant moins de 5% des voix et candidats ayant obtenu plus, il n'y a que le plafond de ce remboursement qui change passant de 7,2 millions de francs à 32,4 millions de francs. Il va sans dire que si les grands partis et les candidats fortunés peuvent se permettre d' investir une telle somme dans leur campagne – et bien au-delà puisque le maximum des dépenses autorisées pour les candidats du premier tour est de 90 millions –, ce n'est pas notre cas. A titre indicatif, les dépenses de la campagne d'Arlette Laguiller devraient se situer entre 9 et 10 millions de francs; c'est ce qui devrait donc être remboursé, et non 32,4 millions !

Disons encore à titre de comparaison qu' en 1988 – les comptes des candidats en 1995 n'étaient pas encore connus –, Chirac avait officiellement engagé 95 millions de francs, Mitterrand 99,8 millions, Barre 64 millions, Le Pen 36 millions et Lajoinie 33 millions tandis qu'Arlette Laguiller ainsi que Juquin et Waechter s'étaient contentés de 6,8 millions de francs.

Rhône-Poulenc Propharm (région lyonnaise)

Devant la détermination des grévistes

LE PATRON COMMENCE À RECULER

Jeudi 20 avril, à Rhône-Poulenc Propharm à Saint-Genis-Laval, a commencé la sixième semaine de grève pour une augmentation de 1000 F par mois. Après avoir tenté de nous faire reprendre le travail en nous accordant, au fil des négociations, chaque fois quelques miettes supplémentaires, à partir du 11 avril la direction générale ne s'est plus manifestée, disant qu'elle n'accorderait rien de plus, c'est-à-dire 350 à 450 F brut à partir du 1er avril en plus des 2 % d'augmentation déjà prévus avant la grève.

La direction locale, quant à elle, disait qu'elle n'était mandatée que pour discuter des conditions de la reprise. Elle espérait ainsi nous décourager. Mais cette tactique n'a pas marché. La grève a continué, toujours aussi bien suivie : bien que les non-grévistes puissent entrer librement, personne n'a repris le travail depuis le début de la grève, et aucune production ne sort. Nous sommes toujours 130 à 140 présents aux deux assemblées, matin et après-midi, où toutes les décisions sont prises. Et nous nous relayons aux portes toute la journée, ainsi que la nuit pour dormir à l'usine, pour empêcher que la direction fasse sortir les médicaments en stock.

Toute la semaine encore, nous nous sommes rendus devant d'autres entreprises, pour discuter ou faire des collectes. Les bureaux de la direction de l'usine Rhône-Poulenc Belle-Etoile ont aussi été envahis pour soutenir nos camarades en grève.

Pour tenter de nous démoraliser, la direction a envoyé trois lettres à chaque gréviste, nous rappelant ce qu'elle avait déjà accordé (au cas où nous n'aurions pas vu que cela ne faisait pas le compte) et surtout nous expliquant que 12 jours de grève nous seraient retirés sur la paie d'avril et que la feuille de paie de mai risquait d'être blanche si la grève continuait. Enfin, elle nous menaçait de nous enlever des jours de congés payés et de baisser la participation à l'intéressement en fonction du nombre de jours de grève. Mais ces menaces n'ont fait qu'augmenter la colère.

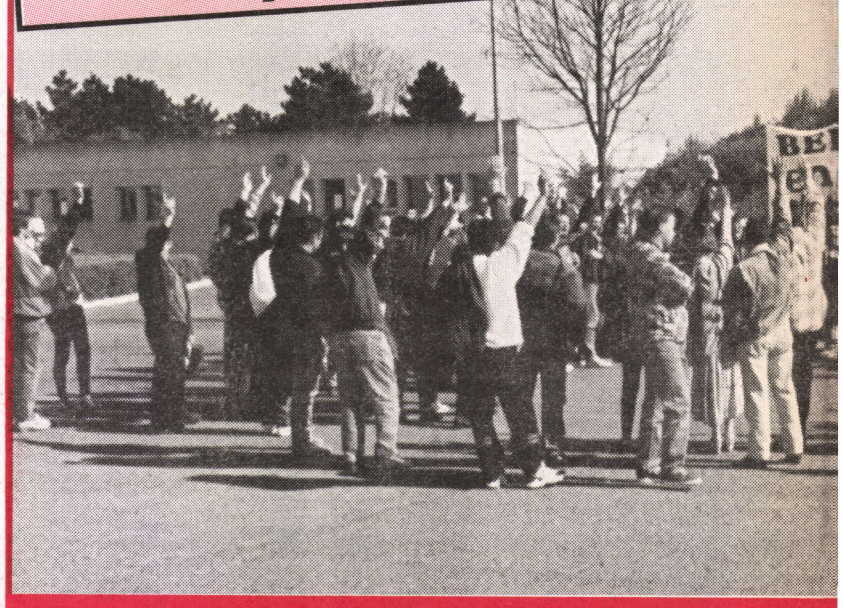
Et lundi 24, ayant appris que le PDG de Rhône-Poulenc, J.R. Fourtou, venait à l'Institut Mérieux, nous sommes allés le voir à une centaine. Il a dû recevoir une délégation, et s'engager à ce que des négociations soient ouvertes. Celles-ci ont débuté l'après-midi même jusque tard le soir et la direction a cédé encore sur les augmentations de salaire : c'est finalement une augmentation de 500 F brut (en plus des 2%) avec effet rétroactif au 1er janvier, qui serait accordée. Les négociations ont continué mardi 25 sur le paiement des jours de grève : le nombre des jours payés a augmenté tout au long de la journée. A 20 h 30, il en était à 19, plus 5 pouvant être posés en congés, et 3 autres correspondant à l'effet rétroactif de l'augmentation de 500 F à partir de janvier. Ce qui fait que les grévistes ont obtenu pratiquement le paiement de leurs 28 jours de grève.

Il faut dire que la direction a quelques raisons de s'inquiéter. A l'usine Belle-Etoile à Saint-Fons, la grève de trois secteurs en est à sa quatrième semaine. Là non plus, aucune production ne sort. De plus, mardi 25, la centrale thermique de l'usine s'est jointe au mouvement : elle a commencé à réduire progressivement les débits de vapeur, ce qui d'ici quelques jours va obliger à arrêter la production de l'ensemble de Belle-Etoile ainsi que trois autres usines chimiques de Saint-Fons... Et dès l'annonce de la grève de la chaufferie, la direction a proposé de reprendre les discussions, qui ont démarré dans la soirée.

Comme dit l'autre, les patrons comprennent vite mais il faut leur expliquer longtemps. Et la grève, ça aide à abréger les explications.

Correspondant LO

Biscuiterie Belin Evry - (Essonne)



LO

QUATRIÈME SEM POUR LE

Mardi 25 avril, le conflit chez Belin – Evry est entré dans sa quatrième semaine. Depuis le mardi 18 avril et durant une semaine, nos camarades de Diepal (autre filiale de Danone) nous ont rejoints dans la grève, alors que nos camarades de Château-Thierry débrayaient tous les jours, deux heures par équipe.

Une conférence de presse commune était organisée le jeudi 20 avril avec des journalistes de FR3, Télé-Essonne et l'AFP. Les représentants des grévistes de Belin (Evry), Diepal (Ris-Orangis) et Coca-Cola (Grigny) ont bien sûr raconté chacun l'historique de leur grève, mais pour insister sur la nécessité de se serrer les coudes. « *Si les patrons s'entraident, il faut bien que les ouvriers s'entraident aussi* » a conclu un des grévistes de Coca-Cola.

La direction de Belin a tenté de reprendre l'offensive vendredi 21 en faisant venir du Centre Technique de Château-Thierry une douzaine de cadres et d'agents de maîtrise pour tenter de redémarrer plusieurs lignes de production. La venue de ces briseurs de grève a choqué tout le monde, y compris les non-grévistes, certains d'entre eux rejoignant notre mouvement pendant quelques heures pour marquer leur désapprobation. La direction s'est montrée très provocante mais l'effet psychologique escompté a échoué.

Quant à la production, elle n'est pratiquement pas sortie : la pagaille est au rendez-vous quand des chefs mettent eux-mêmes la main à la pâte, eux qui jusqu'à présent ont fait un

Patrons salariés à combien ?

Les grévistes de Rhône-Poulenc ont été heureux d'apprendre que leur patron, qui s'oppose aux augmentations de salaire, venait, lui, d'être augmenté de 16 000 F par mois. Cela ne faisait que 5%, mais sur un salaire de l'ordre de 4 millions annuels (333 333 F par mois), que voulez-vous...

La semaine d'avant, on avait appris que les dix plus hauts salaires de chez Renault représentaient en moyenne 104 295 F net par mois et que les bénéficiaires avaient eu 13 % d'augmentation en deux ans.

On n'est bien sûr pas encore au niveau de Suard, PDG d'Alcatel, qui touchait environ 1 million par mois. Sans compter que pour tous ces gens-là, le salaire et les avantages de la fonction ne représentent pas tous les revenus, loin de là. On peut toujours y ajouter le revenu de leurs actions ou autres placements, les distributions d'actions à prix privilégiés et en franchise d'impôts, l'avoir fiscal qu'ils peuvent déduire de leur déclaration de revenus. Et sûr qu'on en oublie encore !

Mais ce sont ces privilégiés-là qui justifieront le refus aux revendications de 1 000 F ou 1 500 F des travailleurs.

Coca-Cola Grigny - (Essonne)

POUR LES 1 000 F ÇA GAZE

L'usine Coca-Cola de Grigny compte 150 ouvriers à la production, répartis en 5 équipes, dont 2 travaillant le week-end. Depuis le mardi 18 avril la grève est totale, si on excepte quelques intérimaires, CDD et nouveaux embauchés. Une montagne de palettes bloque l'entrée et deux jours après le début du conflit la production a été totalement arrêtée, faute de matière première.

La direction proposait jusqu'alors 2 % d'augmentation générale et 2 % d'augmentation individuelle (à la tête du client). Le mécontentement est d'autant plus grand qu'elle a beaucoup fait pression pour améliorer la qualité et la productivité. Sans aucune contre partie.

Tout le monde sait aussi que le groupe – rien qu'en France – fait des bénéfices considérables. Et qu'il est plutôt du genre grippe-sous : l'usine fabriquant les boîtes à Dunkerque et celle fabricant le concentré à Cignes (dans le Var) sont installées dans des zones franches. Comme par hasard ce sont ces établissements qui affichent les bénéfices de loin les plus importants, grâce à des surfacturations à l'intérieur du groupe, lui permettant ainsi de payer des « impôts light », pour reprendre le titre d'un article paru dans le Canard enchaîné l'année dernière.

Il y a trois ans, un mouvement de grève avait permis de gagner 600 F d'augmentation au bout de cinq jours. Il manque encore 1 000 francs pour que ça fasse le compte, voilà pourquoi nous nous y sommes remis !

Alcatel - Velizy (Yvelines)

PROFITS ET LICENCIEMENTS : C'EST SCANDALEUX

A peine Marc Viénot, le patron de la Société Générale, a-t-il remplacé Suard, à titre provisoire, à la tête d'Alcatel-Alsthom, que la direction du groupe a annoncé un plan de licenciements collectifs devant toucher 600 salariés dans deux établissements, celui de Cherbourg et celui de La Verrière dans la région parisienne.

Il est tout de même stupéfiant que les dirigeants de l'entreprise, dont Pierre Suard mis onze fois en examen, notamment pour des surfacturations à France Télécom – et soit dit en passant qui conserve toujours son salaire de un million de francs par mois – aient le culot de décider un tel plan. Il faut une sacrée dose de cynisme à tous ces directeurs, anciens ou nouveaux, pour s'en prendre ainsi aux salariés, alors qu'ils sont seuls à porter la responsabilité des politiques mises en œuvre par le groupe.

Lorsque la justice s'est intéressée de près aux agissements de Suard, de nombreux salariés d'Alcatel-Vélizy ont été inquiets, conscients qu'ils étaient que, d'une façon ou d'une autre, la direction risquait de se retourner contre les travailleurs. Cela n'a pas manqué et s'est même fait très rapidement.

Les raisons invoquées pour justifier les licenciements sont encore peu précises. A cause du scandale des surfacturations il y aurait, laisse entendre la direction, moins de commandes. Mais remarquons tout de même que depuis des années les chiffres publiés par la direction indiquent un mouvement contraire. Entre 1986 et 1994, le chiffre d'affaires du groupe a plus que doublé, passant de 81 milliards à 167 milliards, ce qui au passage a laissé d'importants profits.

Ce qui semble par contre évident, c'est que la direction, anticipant une concurrence plus âpre, envisage dès à présent de la faire payer aux salariés pour ainsi garantir ses profits.

Mais des profits, parlons-en justement. Dans cette entreprise, deuxième groupe industriel français et numéro un mondial des télécommunications, ils se sont montés en 1994 à 3,6 milliards de francs, après avoir atteint 7,06 milliards en 1993, 7,05 en 1992, 6,18 en 1991, etc. Toutes ces fortunes, à quoi servent-elles ? Pour les travailleurs elles doivent servir à garantir des salaires décents et l'emploi. Les 3,6 milliards de l'exercice 1994 correspondent à 20 000 salaires payés 10 000 F par mois, charges comprises, pendant un an. Avec une telle somme les 600 salariés menacés de licenciements pourraient avoir un tel salaire garanti pendant plus de trente-deux ans.

Alors, pas question d'accepter qu'un seul travailleur perde son emploi, ni d'accepter cette logique qui consiste à accumuler toujours plus de richesses à un pôle de l'entreprise au détriment de ceux qui la composent et la font vivre.

Correspondant LO

AINE DE GRÈVE S 1 500 F

maximum de pressions sur les ouvriers pour la « qualité ». Nous déconseillons d'ailleurs vivement aux consommateurs de s'aventurer à goûter des produits Belin actuellement vu le résultat…

On le voit, les dirigeants du groupe Danone (dont dépend Belin) sont loin de l'image sociale qu'ils voudraient donner. Antoine Riboud, le PDG, est en effet membre d'une association – *Agir contre l'exclusion* – regroupant de nombreux patrons qui se voudraient « éclairés », et qui est présidée par Martine Aubry (par ailleurs porte-parole du candidat socialiste et favorable, paraît-il, aux augmentations de salaires…). Il serait temps que ces gens-là passent aux actes et nous l'avons fait largement savoir à la presse.

Mardi 25 avril, les grévistes ont rempli un car prêté par la mairie de Ris-Orangis pour se rendre au siège de Danone, rue de Téhéran dans le 8e arrondissement de Paris. C'est le directeur général des Relations humaines de Danone, Gabriel Bergougnoux, qui a reçu les grévistes qui ne se sont pas gênés pour lui faire entendre tout ce qu'ils avaient sur le cœur. Là, changement de ton par rapport à la direction de Belin ces dernières semaines : et qu'il comprenait nos revendications, et que même avec 1 500 francs de plus par mois, il reconnaissait que nous n'aurions pas de quoi faire des folies, etc. On verra rapidement si les propos du représentant de la direction centrale du trust Danone étaient sincères…

Correspondant LO

Alpa - Porcheville (Yvelines)

LE BILAN DE 13 JOURS DE GRÈVE

Les travailleurs d'Alpa (Aciéries et Laminoirs de Paris, sur la zone industrielle de Limay-Porcheville) ont repris le travail vendredi 21 avril à l'équipe du matin. Après 8 à 13 jours de mouvement, suivant les grévistes, ils avaient obtenu 300 F sur les bas salaires (OS et P1), 180 F pour les P2, 150 F pour les P3, 60 F pour les coefficients supérieurs. Sont en outre prévus 100 F sur la prime de vacances, 600 F sur la prime d'intéressement (mais la direction suspend cette mesure à la réalisation d'objectifs de production à définir), l'embauche définitive de deux travailleurs jusque-là en contrat à durée déterminée, le paiement de 4 jours de grève pour tous les grévistes ; le retrait des plaintes en justice de la direction et l'engagement qu'il n'y aurait pas de sanction pour fait de grève.

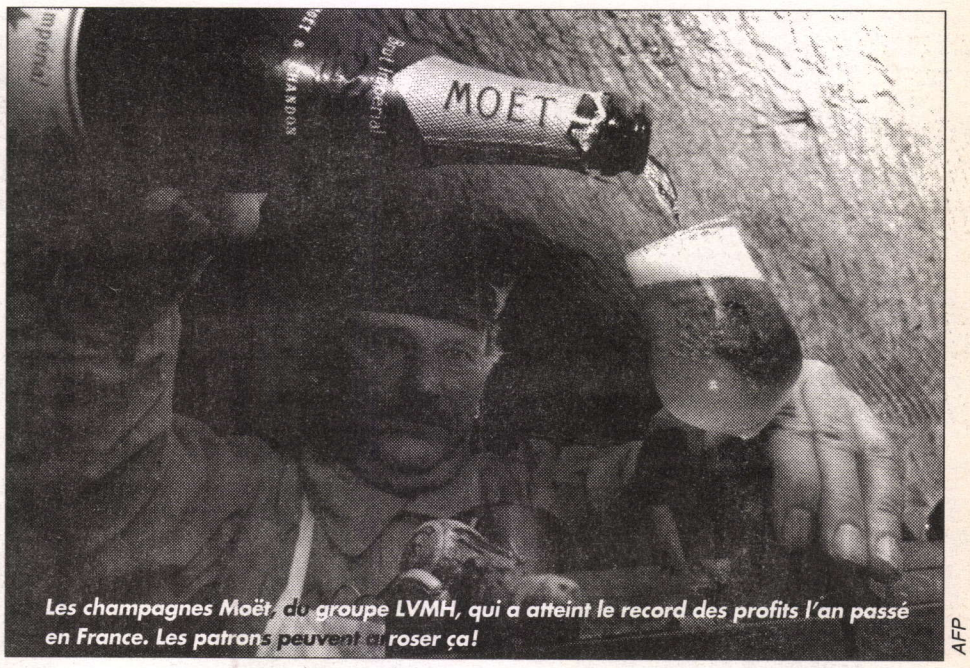
C'est sur cet accord, signé en fin d'après-midi, jeudi 20 avril à la sous-préfecture de Mantes-la-Jolie, avec un représentant de la direction et en présence d'un médiateur que les syndicats ont appelé à la reprise.

Même non négligeable, le résultat est loin de la revendication initiale de 1 500 F pour tous. Tout le monde en est bien conscient et une minorité de grévistes aurait même volontiers continué le mouvement. Mais une majorité s'est prononcée pour la reprise.

Ce qui domine aujourd'hui, c'est la fierté d'avoir fait reculer le patron. Plus de 200 travailleurs sur les 309 de l'usine ont fait grève. « *On ne pensait pas ça possible il y a quelques semaines. Après la grève, où on a été solidaires, où on a vu qu'on pouvait compter les uns sur les autres, il y a des choses qui ne seront plus possibles, qu'on n'acceptera pas !* » L'attitude des chefs, l'atmosphère d'exploitation particulièrement dure avaient été pour beaucoup dans le déclenchement du mouvement. Aujourd'hui, les liens tissés pendant la grève rendent les travailleurs plus confiants en eux-mêmes ; et pas du tout décidés à laisser la direction tenter des retours en arrière.

Profits des entreprises

LES ACTIONNAIRES S'EN METTENT PLEIN LES POCHES!



Les champagnes Moët, du groupe LVMH, qui a atteint le record des profits l'an passé en France. Les patrons peuvent arroser ça!

AFP

Renault a récemment publié son chiffre de bénéfices : 3,6 milliards de francs et Peugeot-Citroën annonce 3,1 milliards de résultat net. Le record des bénéfices reste cependant pour le moment à LVMH, qui produit des articles de luxe (parfums, champagnes, cognacs, maroquinerie, etc.), avec 6,4 milliards de francs.

Avant ceux-là, on avait appris que Saint-Gobain avait triplé ses bénéfices, Rhône-Poulenc en passant à 1,9 milliard les avait doublés, de même que le groupe Ecco qui, profitant de l'explosion du travail intérimaire, affiche des profits nets en hausse de 104%. La grande distribution suit le mouvement puisqu'en dix ans Carrefour a multiplié par quatre ses résultats pour atteindre, en 1994, 2,1 milliards de bénéfices.

A ce palmarès, on pourrait encore ajouter Valéo ou Lafarge qui pour leur part ont augmenté leurs bénéfices au-delà de 40%, tandis que les profits de l'Oréal, qui n'ont jamais cessé de croître durant les dix dernières années, affichent encore près de 21% de mieux cette année en s'élevant à 3,1 milliards.

Et la tendance se confirme pour les trois premiers mois de 1995 puisque le groupe Schlumberger fait état d'une augmentation de 21% par rapport au premier trimestre 1994, de même que Rhône-Poulenc-Rorer dont le bénéfice, porté à 86 millions de dollars, marque 17% de mieux.

Ainsi, pratiquement toutes les grosses entreprises annoncent des profits considérables et de gros dividendes pour les actionnaires. La Bourse indique ainsi que le total des bénéfices des sociétés françaises cotées à Paris s'est élevé pour 1994 à 113 milliards de francs et que, d'ores et déjà, pour 1995, le même total est prévu à la hausse et annoncé aux alentours de 164 milliards.

Ces milliards ne sortent pas de nulle part. Partout dans ces entreprises, on a bloqué, voire diminué les salaires, on a supprimé des emplois et aggravé l'exploitation des travailleurs.

A quand la « reprise » par les salariés de tout ce que les patrons leur ont volé?

LES BÉNÉFICES DE PEUGEOT CITROËN

PAUVRE CALVET!

Jacques Calvet annonce le retour des bénéfices et le ferait même la larme à l'œil. Oui, il paraît que le PDG de Peugeot SA, Calvet, qui a présenté à la presse les résultats de son groupe et annoncé 3,1 milliards de résultat net en 1994, a fait un tableau des plus sombres de la situation, et s'est même retenu de sangloter.

Il reste à savoir si tout cela plongera dans la même mélancolie les travailleurs de PSA, réduits à la portion congrue question augmentations de salaires depuis plusieurs années, alors que Calvet vient de réussir à faire condamner *Le Canard enchaîné* pour avoir révélé que de 1986 à 1988 il s'était attribué 45,91% d'augmentation.

Alors, quand PSA renoue avec les bénéfices, si les travailleurs de Peugeot renouent avec la lutte, c'est au moins une chose que Calvet n'aura pas volée!

N.M.

QUI PAIE SES DETTES... S'APPAUVRIT

Cinq ans après la loi Neiertz sur le surendettement des familles, l'Institut national de la consommation (INC) vient de publier une étude mettant en évidence l'échec des commissions de surendettement instaurées en février 1990 et devant mettre sur pied des plans de redressement : les remises de dettes s'avèrent insuffisantes pour permettre aux familles de sortir la tête de l'eau et les réductions des taux d'intérêt ne permettent pas non plus aux ménages de faire face aux nouvelles mensualités définies par la renégociation.

L'INC relève ainsi que les familles endettées ont en moyenne pas moins de cinq créanciers sur le dos. Après paiement des mensualités, *« il reste en moyenne à chaque famille 2500F par mois, soit entre 20 et 30F par personne et par jour pour les dépenses d'alimentation »*. Et l'étude en question ne concerne pas les familles les plus déshéritées! Mais *« des ménages dont les ressources mensuelles sont proches de la moyenne nationale: 10700F par mois »*, devant faire face à des *« charges courantes »* de 3100F. Ce sont des salariés pour les deux tiers, mais aussi des chômeurs, pour 18% des chefs de familles dont la taille moyenne est de 3 à 4 personnes.

Les raisons du surendettement ne résident pas non plus dans des dépenses hors du commun. Pour 87% des dossiers étudiés, il s'agit de crédits à la consommation et *« seuls 50% des dossiers font apparaître du crédit immobilier »*.

L'efficacité des commissions Neiertz a donc été, en cinq ans, plus que limitée. C'est évident lorsqu'on apprend, comme le souligne l'étude en question, que 10% seulement des dossiers font l'objet d'une remise de dettes (de 7500F en moyenne, ce qui ne va quand même pas chercher bien loin), que 42% se sont soldés seulement par un étalement dans le temps des dettes et surtout, que le taux d'endettement des ménages reste considérable puisqu'il s'établit *« en moyenne à 44% durant les premiers mois d'application des plans »* dont le but était prétendument d'aider à résorber les dettes!

L.P.

Gardiens de phare en grève

QUAND JAILLIT LA LUMIÈRE

Les gardiens de phares sont en grève mais comme ce ne sont pas des naufrageurs, ils n'ont pas pour autant éteint les phares. Au contraire, ceux-ci restent allumés jour et nuit, et les cornes de brume ne cessent de sonner. Cette forme de mouvement s'appelle «son et lumière». De plus les gardiens refusent de descendre quand arrive la relève et refusent aussi tout ravitaillement que ce soit en vivres ou en matériel de dépannage. Inévitablement, à la longue, un des phares risque donc de s'éteindre...

Les gardiens réclament la fin de l'automatisation, car là comme partout on supprime des postes pour faire quelques économies. Aujourd'hui la plupart des phares sont automatiques. Mais il serait évidemment plus prudent qu'ils ne soient pas déserts. D'autre part les gardiens réclament le maintien de certains avantages que l'administration veut remettre en question.

En tout cas les gardiens de phare qui sont par nature isolés sont parvenus à se concerter pour mener ensemble une grève résolue qui dure déjà depuis plusieurs semaines. Peut être certains dirigeants syndicaux pourraient-ils prendre contact avec eux pour apprendre comment il faut faire?

A.V.

à La Poste

ONZE JOURS DE GRÈVE AU CENTRE DE TRI DE BOBIGNY

Depuis des mois, nous qui travaillons au CTA (Centre de Tri Automatique) de Bobigny, en Seine-Saint-Denis, nous tirons la sonnette d'alarme. Sur les quais comme au casier, les effectifs ne font pas le compte, nous pouvons le vérifier tous les jours au travail. Depuis des mois aussi, nous nous battons pour conserver nos régimes de travail.

La direction du centre a toujours fait la sourde oreille. Sa seule réponse a été de continuer de remplacer une partie des titulaires par des contractuels, et encore bien en deçà de nos besoins, et de faire faire des «califs», c'est-à-dire des vacations supplémentaires.

Car c'est 63 postes de titulaires qui sont passés à la trappe au CTA depuis 2 ans, pendant que les contractuels embauchés connaissaient la précarité. La plupart d'entre eux n'ont pas de travail à temps complet, aucun n'a la garantie de l'emploi.

Aussi, le 11 avril au soir, en nuit, nous avons commencé à dire «ras-le-bol» en bloquant le CTA et en nous adressant aux autres brigades pour qu'elles nous rejoignent.

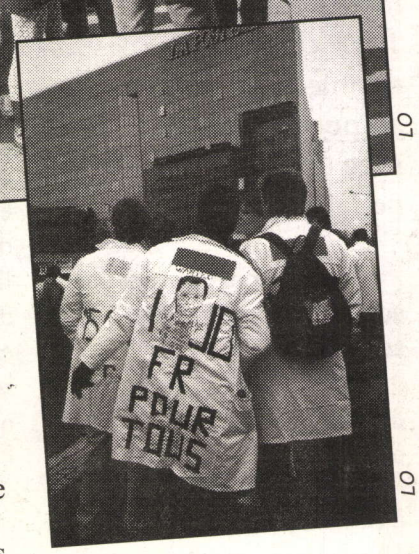
Ce qui a caractérisé ce mouvement, c'est la grande détermination de ceux qui y étaient engagés. L'approfondissement de la grève au CTA et l'extension au-delà du CTA, dans les bureaux du 93 ou à d'autres CTA de la région parisienne, est vite apparue comme nécessaire pour faire céder une direction départementale de choc.

Nous avons pu voir aussi les réseaux parallèles que La Poste est capable de mettre en place : stockage et tri du courrier. Là aussi nous nous sommes organisés pour nous y opposer. C'est dans ces réseaux parallèles que nous avons vu une partie des cadres du CTA «réquisitionnés»... et les conditions d'embauche du personnel et de stockage du courrier lamentables.

Pendant ces onze jours de grève, l'ambiance était excellente. Les grévistes se sont montrés solidaires, unis et déterminés.

Ce que nous avons obtenu (l'embauche de 8 titulaires, la transformation de 12 CDD en CDI, le paiement d'une journée de grève, l'annulation des sanctions) n'est pas négligeable, même si cela reste insuffisant. Et il faudra bien que, à La Poste, le problème du plein emploi pour tous dans de bonnes conditions soit résolu une fois pour toutes.

Correspondant LO



De nombreuses grèves ont eu lieu à La Poste en province (comme à Orléans ci-contre) ainsi que dans la région parisienne (ci-dessous à droite)

LO

LO

SNCF

LES GUICHETIERS DE PARIS-MONTPARNASSE EN GRÈVE

A la gare de Paris-Montparnasse, nous sommes environ 250 guichetiers. Les guichets étaient surchargés depuis quelques mois. Des files d'attente de trois quarts d'heure à une heure n'étaient pas rares, tout comme l'énervement tant des voyageurs que des guichetiers.

Au début du mois, à quelques-uns, nous nous sommes adressés aux syndicats pour qu'ils déposent un préavis de grève. C'est ainsi que nous avons commencé par un débrayage le 13 avril où nous étions tous réunis, contractuels comme titulaires. Nous avons décidé de poser un ultimatum à la direction, à savoir l'embauche immédiate de 25 cheminots aux guichets, avec reconduction des débrayages pour le lendemain. Nous avons accordé 5 jours à la direction pour répondre à notre ultimatum, le week-end de Pâques tombant au milieu.

Le mardi suivant, nous sommes tous allés chercher la réponse.

La direction accorde 5 embauches de titulaires et 1 contractuel. Par ailleurs, elle confirme la création des 4 embauches supplémentaires prévues depuis plusieurs mois, que l'assemblée des grévistes ne prend pas en compte dans la revendication. L'ensemble des guichetiers ont alors décidé la grève totale avec reconduction chaque jour. Les propositions de s'adresser aux autres services de la gare, aux voyageurs, sont discutées, décidées et votées par l'assemblée générale. Chaque jour, les guichetiers s'inscrivent aux différentes tâches : piquets de grève, distribution de tracts aux voyageurs, répartition des visites des différents services. Par ailleurs, le paiement des jours de grève est ajouté à notre revendication.

À plusieurs reprises, nous allons harceler les différents directeurs en leur demandant des comptes : *«Comment ça, pas d'argent? Et les 12 millions de francs prévus en dépenses pour refaire les guichets tout neufs et n'en créer que trois de plus»*. La majorité des grévistes, considérant que le week-end il y aurait de nombreux saisonniers étudiants et contractuels pour travailler, a décidé de suspendre la grève jusqu'à lundi 24 avril, où nous avons repris effectivement la grève et sommes retournés tous ensemble voir nos directeurs.

C'est ainsi que nous avons obtenu l'embauche de 2 contractuels supplémentaires. Bien sûr, on est loin du compte mais chacun sent bien que ça commence à faiblir du côté de la direction. La grève continue toujours pour les 25 embauches supplémentaires, et nous avons commencé à prendre des contacts avec des guichetiers d'autres grandes gares parisiennes.

Correspondant LO

Ligne C du RER (Région parisienne)

CONTRE LES NETTOYEURS EN GRÈVE DEPUIS LE 11 AVRIL

APRÈS LES CHIENS, LE PATRON ENVOIE LA POLICE

Depuis le 11 avril, les nettoyeurs des gares SNCF de la ligne C du RER sont en grève à 100%. La société PEI qui les emploie continue sur sa lancée : provocations et refus de discuter.

Après l'agression par des vigiles le dimanche 16 avril, les grévistes n'ont cessé de réclamer des discussions sérieuses sur les revendications : augmentation des salaires, des contrats de travail qui respectent leurs droits, les moyens de travailler.

Ils ont multiplié les actions d'explications auprès des cheminots qui les soutiennent. Le dialogue est permanent. Les usagers, malgré la gêne due à la saleté des gares, expriment aussi leur soutien. Les grévistes les informent régulièrement.

Organisés dans un comité de grève, chaque jour les grévistes ont des initiatives pour faire pression : visites chez les dirigeants de la SNCF par exemple.

La direction de la SNCF s'est déclarée favorable à un dialogue entre la PEI et les grévistes mais aussi «intéressée» par l'attitude de cette entreprise sous-traitante. Il faut comprendre que leurs méthodes musclées, alliées à un coût du nettoyage plus bas que leurs prédécesseurs, pourraient permettre des économies. Tant pis pour les travailleurs et le service public. Vingt-quatre gares parisiennes sous les détritus et la puanteur, ce n'est pas grand-chose si on peut faire plier les grévistes tout en économisant.

Une rencontre avec le patron, de retour de ses vacances, a eu lieu le 20 avril, en présence d'un inspecteur du travail. Une délégation élue en assemblée générale représentait les grévistes. Il a répondu non à toutes les revendications et a réaffirmé sa volonté de baisser les salaires en supprimant des acquis (prime de vacances notamment). L'ensemble des grévistes est venu lui dire que la grève continuait.

Une rencontre a eu lieu avec des grévistes de Comatec–Renosol qui nettoient la gare Montparnasse et qui ont des revendications similaires. Contacts qui sont entretenus.

La PEI a expédié aux grévistes une lettre où elle proposait une augmentation des salaires de 0,50 F tout en maintenant sa volonté de les baisser par ailleurs. Les grévistes sont venus lui répondre au siège social de Savigny-sur-Orge. Le patron a refusé de les recevoir et a appelé la police pour les chasser. Police qui, trouvant la démarche des grévistes légitime, a tenté une médiation à l'aide d'une élue municipale qui était attirée par l'attroupement. Celle-ci s'est vue traitée de «merde» par le patron et s'est retrouvée dehors. Voilà décidément un patron qui chaque jour donne des raisons supplémentaires de poursuivre la lutte!

Correspondant LO

Carnaud - Laon (Aisne)

TROISIÈME SEMAINE DE GRÈVE

La grève à l'usine Carnaud de Laon, commencée le 6 avril pour les 1500F et l'embauche des saisonniers et intérimaires, se poursuivait le 24 avril, avec une détermination qui ne faiblissait pas.

La direction, qui avait dressé au bout de deux semaines, d'après ce qu'on a évalué, pour 35000 F de constats d'huissier, avait décidé à la fin de la semaine précédente d'assigner en justice 23 des grévistes, pris pour moitié parmi les délégués. Il était évident qu'il s'agissait pour elle d'atteindre la grève au moral afin de la faire faiblir pendant le week-end. Nous avons accompagné à plus d'une centaine nos camarades au tribunal, et nous avons reçu à cette occasion le soutien de nos camarades de l'usine de Carnaud-Aérosols, distante d'un kilomètre de la nôtre. La manœuvre du patron a donc contribué à nous réunir !

Le président du tribunal de grande instance a entièrement donné droit à la requête du patron et ordonné que les grévistes dégagent les entrées et laissent libre passage aux voitures, cela dans les deux heures. Ceux qui croyaient que le juge allait au moins se montrer neutre ont pu conclure que les patrons ont décidément bien des lois de leur côté !

Mais le flottement apporté par le verdict aura été de très courte durée, puisque avec des tambours constitués de vieux fûts d'huile montés sur palettes à roulettes amenés en camionnette depuis l'usine, la journée s'est achevée en une manifestation sonore devant la mairie et à travers les rues de la ville haute. Et le lendemain, à 6 heures, à la prise d'équipe, les travailleurs apportaient la meilleure réponse au patron : la porte était libérée aux voitures, certes, mais pas une personne de plus que la semaine précédente n'est entrée au travail. Plusieurs fois par jour, aux prises d'équipe, les travailleurs en grève font entendre au directeur des ressources humaines, qui vient se montrer d'un air provocant, le vacarme des roulements de tambour du piquet de grève.

Chaque jour, des groupes de grévistes déterminés agissent en ville. Mercredi 19 avril, c'était un train qui était bloqué en gare de Laon. Jeudi 20 avril après-midi, une soixantaine de travailleurs sont montés voir le maire de droite de Laon, Lamant. Celui-ci a d'abord annoncé qu'il était indisponible, mais, les grévistes ayant prévenu que les portes allaient bientôt sauter, il est devenu subitement disponible. Une fois dans son bureau, les grévistes occupèrent bien vite tous les sièges, y compris celui du maire. Celui-ci, soutien de Chirac à l'élection présidentielle, a bien essayé de placer que son candidat était partisan d'augmenter les salaires, qu'il avait plaidé qu'un franc d'augmentation de salaire n'était pas un franc de perdu : il lui a été répondu que ce n'était pas un franc, mais 1 500 F que voulaient les grévistes !

Un journaliste de *L'Union*, le principal journal local, a également reçu la visite d'un groupe de travailleurs qui voulaient rectifier les chiffres de grévistes du week-end publiés dans le journal sur la foi des déclarations du patron. Le rédacteur en chef s'était fait déclarer absent, mais les travailleurs ont annoncé que toute l'usine suivait : ce qui a eu pour effet de faire descendre le journaliste à leur rencontre en trente secondes. Celui-ci a été invité à constater de lui-même, lors d'une prochaine assemblée générale, combien la grève était largement suivie.

Les patrons semblent relativement gênés par un arrêt de la production qui les oblige à faire fabriquer en Grande-Bretagne et en Espagne les millions de boîtes de conserve et de fonds dont ils ont la commande. Mais d'un autre côté, ils ont visiblement peur de donner des idées à toutes les usines du groupe en lâchant des augmentations de salaires à Laon. Alors la grève continue.

Correspondant LO

Fonderies du Poitou
Ingrandes (Vienne)

LA GRÈVE LEUR RESTE DANS LA GORGE!

Il y a un mois, les travailleurs des Fonderies du Poitou étaient en grève pour une augmentation des salaires de 500 F, en même temps que d'autres usines du groupe Renault dont les Fonderies sont une filiale.

Au terme d'une semaine de grève, nous obtenions une augmentation de 230F, plus 90F en octobre, ainsi qu'une prime exceptionnelle de 1 400 F. Pas de quoi faire vaciller l'entreprise sur ses fondations comme on le voit... Mais la grève avait été massive et active. Les grévistes avaient su faire face aux provocations des cadres et contraint la direction à ravaler les menaces de sanctions visant sept délégués, convoqués pendant la grève au tribunal.

Au bout du compte, le sentiment des grévistes était d'avoir vécu une bonne semaine, et pour la deuxième fois en moins d'un an, d'avoir su se faire respecter par la grève. Le moral était au beau fixe.

C'est sans doute la raison même pour laquelle, quinze jours plus tard, la direction convoquait un camarade, actif dans la grève et par ailleurs délégué au CHS, en vue de son licenciement. Le motif en était une prétendue faute professionnelle datant de près de deux mois. Le jour même de la convocation, un débrayage massif était organisé, après quoi le comité d'entreprise se prononçait majoritairement contre le licenciement.

L'affaire en était là quand six nouvelles convocations de grévistes sont tombées, toutes en vue d'un licenciement, doublées de surcroît de convocations à la gendarmerie. Cette fois, il était question de coups portés à des non-grévistes, et la direction invoquait le dépôt de quatre plaintes pour «coups et blessures», six témoignages en gendarmerie, et des arrêts de travail.

Manque de chance pour la crédibilité des accusations des patrons, l'un des camarades visés n'était même pas présent sur les lieux le soir des supposés incidents !

Quant aux accusations portées contre les autres, elles tenaient de la machination pure et simple, et nous y avons répondu comme il convenait le jeudi 20 avril, en débrayant massivement à l'appel de l'ensemble des syndicats. Un ultimatum fut adressé à la direction pour le lundi 24 : si à cette date les sanctions–toutes les sanctions–n'étaient pas retirées, nous nous tenions prêts à redémarrer la grève.

Les patrons ont apparemment pris la menace au sérieux. Dès le lundi matin, les six étaient convoqués, et s'entendaient notifier l'abandon pur et simple de toute sanction pour quatre d'entre eux, la transformation de la menace de licenciement en trois jours de mise à pied pour les deux autres (l'un et l'autre délégués CGT).

Il reste donc ces deux mises à pied, et la procédure en cours antérieurement contre un délégué pour un motif pseudo-professionnel, mais on a vu comment faire ravaler aux patrons leur mesquine envie de vengeance, et nous sommes bien décidés à ne pas les laisser sanctionner l'un d'entre nous, quel que soit le prétexte qu'ils invoquent.

Correspondant LO

Renault - CTR Rueil (Hauts-de-Seine)

UN MOIS PLUS TARD ON EST ENCORE LÀ !

Eh oui, cela fait six semaines que le conflit a démarré à Renault-Rueil, à la suite de Flins et Lardy, et depuis nous sommes toujours nombreux et déterminés. Nous nous retrouvons chaque matin en assemblée générale et il ne vient à l'idée de personne aujourd'hui de parler de reprise du travail devant les miettes que nous offre la direction.

En effet, sur les salaires, la direction de Renault s'en tient aux concessions faites suite au conflit de Flins. Cela n'empêche pas le cinéma des négociations patron-syndicats de continuer, la direction parlant de tout sauf de nos revendications. Sur les salaires, elle a le culot de nous dire qu'elle ne peut rien faire de plus que les 4,5 % qu'elle aurait accordés. Du culot parce que nous savons tous que le calcul qui donne ces fameux 4,5 % n'est qu'arnaque. La direction y inclut des sommes qu'elle donnait déjà. Du culot parce qu'il n'est pas exact que tous les salaires seraient augmentés de 4,5 % mais aussi parce que les plus hauts salaires de la Régie, eux, se sont attribué 13 % d'augmentation en deux ans ! Et que Renault vient d'engranger dans ses caisses 3,6 milliards sans compter l'effacement de son ardoise de 60 milliards auprès des banques !

Du coup, tous les travailleurs se sentent dans leur bon droit. Revendiquer 1 500 F, c'est simplement réclamer de remettre nos salaires à niveau après des années de blocage. Et même si nous sommes tous conscients qu'il faudra un autre rapport de force pour les imposer, les 1 500 F restent le symbole de notre lutte, un objectif qu'il faudra certainement atteindre en luttant avec tous les autres travailleurs de Renault et d'ailleurs.

En tout cas, le rassemblement journalier, les dernières manifestations (notamment à la direction de la Recherche), et la participation active des travailleurs l'ont bien montré : la direction n'a pas atteint notre moral. C'est certainement pour cela qu'elle a choisi de ne pas jeter de l'huile sur le feu en annonçant qu'elle transformait les six menaces de licenciement en avertissements écrits, en évitant de comptabiliser huit heures de grève même dans les secteurs où il n'y a pas vraiment de travail qui sort et en étalant les ponctions pour heures de grève alors qu'elle avait mis comme préalable à cet étalement la signature par les syndicats de son prétendu «*protocole de fin de conflit*».

Ce dernier document ne contient rien sur nos revendications. Les sanctions ne sont pas supprimées. Pour les heures de grève, la direction a même l'audace de dire qu'elle respecte trop le droit de grève pour payer les heures de grève ! On imagine les hurlements et les noms d'oiseaux que les grévistes ont lancé à la direction quand on a appris cela. Aujourd'hui, au Centre, la carte Renault a été remplacée par le pin's des moineaux, insigne de la solidarité des grévistes. Toutes les tentatives de division, pressions des chefs et réunions par secteur, ont échoué.

Ce n'est pas seulement notre salaire que nous défendons ainsi mais notre dignité de travailleurs. Pas question donc de reprendre avec rien !

Correspondant LO

Renault Le Mans

ON TIENT TOUJOURS

Mardi 25 avril à l'usine du Mans, nous terminons notre sixième semaine de mouvement pour l'augmentation des salaires.

Mercredi 19 avril, malgré le nombre très important de travailleurs en congés pour la semaine, nous nous sommes retrouvés à plusieurs centaines aux débrayages. Le matin après le meeting d'information, nous sommes allés bloquer l'envoi de pièces urgentes pour la direction, à la gare routière d'un département de production. L'après-midi, à l'atelier de montage des pédaliers, l'énervement est monté d'un cran et le bon ordonnancement de l'atelier a été quelque peu perturbé (caisses renversées, revendications de 1500 F écrites sur les panneaux et les murs, etc.)

La direction en a fait tout un fromage en parlant d'incidents graves et illégaux (constats d'huissiers, articles et photos dans la presse, images à la télé). Mais en parlant d'actes illégaux, elle s'est bien gardée de dresser des constats d'huissiers sur les dizaines d'intérimaires qu'elle prend depuis plusieurs semaines pour nous remplacer lors de débrayages et tenter ainsi de rattraper la production perdue quotidiennement. Autant dire que les commentaires de la direction n'ont ému personne à l'usine et que le tract diffusé par la maîtrise est allé directement à la poubelle.

Jeudi 20 avril, de nouveaux débrayages ont eu lieu dans chaque département où nous avons bloqué les rares installations qui tournaient encore.

Vendredi 21 avril, la direction convoquait tous les agents de maîtrise pour leur demander de remettre un peu d'ordre dans la boutique, car entre les débrayages, la production sort tout doucement et cela depuis le début du mouvement le 14 mars.

Evidemment cela n'a eu aucun effet, d'autant plus qu'une bonne partie de la maîtrise n'a pas envie de s'attirer des problèmes.

Lundi 24 avril, avec le retour d'une partie des « vacanciers », les rassemblements lors des débrayages ont regroupé plus de monde et bien sûr cela a redonné le moral.

La réunion de l'après-midi syndicat-direction n'a évidemment rien donné et la situation reste donc toujours bloquée : la direction ne veut rien lâcher. Alors nous non plus car il n'est pas question de reprendre sans rien.

Correspondant LO

CRAM Rouen

5e semaine de débrayages

Au bout de cinq semaines de débrayages et de grèves, le moral des employés de la Caisse régionale d'assurance maladie de Rouen est toujours aussi bon. Le 19 avril, une entrevue entre la direction et les syndicats n'a rien apporté. Le directeur avait retrouvé son style arrogant et il espérait intimider. Il était furieux contre le personnel qui ose distribuer et envoyer à des milliers d'exemplaires une lettre aux assurés et aux autres caisses, expliquant le mouvement et comment les patrons et le gouvernement pillent la Sécu. Mais ses rodomontades n'ont impressionné personne : le lendemain, nous étions 320 en assemblée générale, décidés à continuer, et ce, malgré les vacances scolaires.

Ainsi, mardi 25 nous remontions à 120, réclamer le vote d'un budget pour satisfaire nos revendications. Jeudi 27, une demi-journée de grève était prévue pour aller à Paris, au siège de l'UCANSS (le patronat de la Sécu).

A suivre !

Correspondant LO

Le scandale du dépôt de Paris... et celui des expulsions

Il s'est enfin trouvé un juge pour libérer, jeudi 20 avril, les 27 personnes retenues à ce moment-là au dépôt des étrangers de la Préfecture de police de Paris. Voyant arriver devant lui un jeune homme le bras dans le plâtre et le visage tuméfié, ce juge a demandé à vérifier les conditions dans lesquelles étaient retenus les étrangers en attente d'expulsion dans les sous-sols du Palais de Justice, où se trouve ce dépôt. La Préfecture ayant refusé, il a libéré tout le monde.

En quelques mois, dans ce dépôt tristement célèbre, un jeune Marocain s'était suicidé en se pendant dans sa cellule, un Algérien en attente d'expulsion avait été victime d'une tentative de viol de la part d'un gardien, et un autre avait été passé à tabac par huit policiers.

Cela simplement pour parler des affaires qui sont arrivés devant les juges, car ce scandale dure en fait depuis des années, à tel point qu'en 1993 un comité européen pour la prévention de la torture demandait déjà la fermeture du dépôt.

Qu'un juge ait décidé d'interrompre cette avalanche de monstruosités, c'est finalement la moindre des choses. Même si cela change de ses collègues qui, pendant des années, à tel point qu'en 1993 un comité européen pour la prévention de la torture demandait déjà la fermeture du dépôt.

Qu'un juge ait décidé d'interrompre cette avalanche de monstruosités, c'est finalement la moindre des choses. Même si cela change de ses collègues qui, pendant des années, se sont contentés de ratifier la rétention des milliers de personnes en attente d'expulsion qui leur étaient amenés par les policiers, sans trop se poser de questions sur leurs conditions d'existence dans les sous-sols du Palais. L'an dernier, c'est ainsi près de 6000 personnes qui sont passées par les seuls dépôts de Paris et de Vincennes.

Mais ce geste ne règle pas tout, loin de là. Même pas pour ceux qui ont été libérés le 20 avril, puisque deux d'entre eux étaient déjà arrêtés à nouveau, et expulsés, le surlendemain. Et puis, des dépôts, il y en a d'autres. A Vincennes, mais aussi dans bien d'autres endroits, comme à Arenc sur les quais de Marseille. Et s'ils n'ont pas attiré pour l'instant pour l'instant l'attention, les conditions de séjour et la mentalité des gardiens n'y sont pas très différentes. A Arenc, par exemple, le Centre de rétention est un hangar à marchandises « aménagé », avec des toilettes sans papier hygiénique, peu de savon, pas de serviettes, et un parloir plein de cafards. C'est par de tels bouges que passent les immigrés en attente d'expulsion, ces expulsions qui constituent, en elles-mêmes, un véritable scandale.

Car c'est bien souvent sur une simple convocation à la Préfecture, souvent pour le renouvellement d'un papier, que des personnes vivant depuis de longues années en France se retrouvent elles aussi dans des situations dramatiques

Autant d'hommes et de femmes victimes de la démagogie à laquelle se sont livrés ces dernières années tous les gouvernements qui ont trouvé dans la lutte contre l'immigration clandestine un moyen de rivaliser sur un terrain peu ragoûtant. Et cela à gauche comme à droite car, il est bon de rappeler, si Pasqua se vante aujourd'hui de ses chiffres records de reconduite à la frontière, il fut de même en son temps de Rocard, pour ne citer que lui.

Daniel MESCLA

L'attentat d'Oklahoma City

L'AMÉRIQUE ET SES MILICES D'EXTRÊME DROITE

Clinton a félicité la police américaine et le FBI pour leur efficacité dans l'enquête sur l'attentat à la bombe de la ville d'Oklahoma City. Le bilan provisoire de l'attentat est de plus de quatre-vingts morts, dont près d'une vingtaine d'enfants. Des dizaines de disparus sont encore sous les décombres, que les service de secours ont perdu espoir de retrouver vivants.

L'immeuble que les terroristes ont fait sauter appartenait à l'administration fédérale et hébergeait notamment, parmi de nombreux services, un bureau du contrôle des alcools et des armes à feu et une agence locale du FBI, services qui peuvent avoir été les cibles des auteurs de l'attentat. Aussi police et FBI n'ont pas lésiné sur les effectifs pour mener l'enquête. Dès le premier jour ils annonçaient que, d'après leurs renseignements, les hommes qui avaient amené le camion plein d'explosif étaient « *de race blanche* ». Ce qui, rajoutait le responsable du FBI, n'excluait pas « *l'aspect proche-oriental* ». L'efficacité de la charge montrait, disaient les enquêteurs, que c'était l'œuvre de professionnels du terrorisme. Et la presse américaine de traduire que les pistes privilégiées pouvaient être les réseaux islamistes, ou « la piste pakistanaise », même si les enquêteurs eux-mêmes cherchaient aussi du côté des sectes américaines.

Voulant montrer sa fermeté, Clinton annonçait un châtiment rapide des auteurs, et promettait de « *prendre des mesures appropriées* » dés que lumière serait faite. Les commentateurs extrapolaient en traduisant cette phrase sibylline par l'éventualité de représailles américaines envers le pays étranger qui pourrait être considéré comme ayant armé les terroristes.

Ces élucubrations mises à part, les indices des enquêteurs étaient au fond corrects, à quelques détails près toutefois : l'homme finalement arrêté et considéré comme l'un des deux acteurs principaux, Timothy McVeight, est bien de race blanche, mais plus de style Middle-West que Moyen-Oriental. Et il est effectivement un professionnel, puisqu'il a été formé... par l'armée américaine, dans la guerre du Golfe notamment. Et s'il est devenu depuis un fanatique, c'est de la grande Amérique, de l'ordre et des armes à feu. Et de fréquenter les organisations paramilitaires d'extrême-droite qui se sont développées aux Etats-Unis, notamment les « Patriotes d'Arizona » lorsqu'il habitait dans cet État avant d'aller rejoindre un ancien compagnon de régiment qui possède une ferme et qui est, avec son frère, membre de la « Milice du Michigan ». Le jour de l'attentat d'Oklahoma City, quelques 460 kilomètres plus au Sud, dans le Texas, 200 personnes commémoraient le deuxième anniversaire de l'assaut donné par les forces de police américaine à Waco, en avril 1993, au refuge d'une secte religieuse. La stèle de granite gravée au nom des morts était portée par un groupe d'hommes en treillis, membres d'une autre milice qui s'intitule « Milice Constitutionnelle du Nord Texas ». La presse américaine s'était empressée d'évoquer l'hypothèse d'éventuelles représailles si l'on découvrait qui avait aidé ou armé les terroristes. Les dirigeants américains ont bien bombardé Balbeck ou Tripoli dans le passé, sur de simples présomptions de ce genre ! Mais les groupes terroristes cette fois, formés de déclassés de la « Grande Amérique » elle-même, s'entraînent au maniement des armes dans l'Arizona, le Michigan ou le Montana. Leurs cadres sont souvent d'anciens militaires formés par les soins du Pentagone, de retour des opérations américaines dans le monde. Ils en ont tiré leur fanatisme de la Patrie, leur haine de tout ce qui est « rouge », leur amour des armes à feu et des week-end passés à parader en treillis. Au point qu'ils aiment à s'exciter contre le gouvernement fédéral lui-même accusé, par eux, de sentiments « socialistes » ou « apatrides », à accuser pèle-mêle l'ONU et le GATT de tous les maux... Comment le gouvernement américain pourrait-il extirper ces fleuves de bêtise, alors qu'ils sortent de tous les pores de la société et qu'il les nourrit lui-même ?

AFP

La «Milice du Michigan», reflet d'extrême-droite de l'armée et du chauvinisme américains

Olivier BELIN

25 avril 1945

LA CHUTE DE MUSSOLINI

Arc

25 avril 1945 : c'est la date que l'histoire a retenue pour ce qu'on a appelé la libération de l'Italie, à la fin de la guerre de 1940-1945. C'est en effet ce jour-là qu'est tombé définitivement le pouvoir de Mussolini.

La guerre entre troupes allemandes et alliées se déroulait depuis près de deux ans sur le sol italien, le sud et le centre du pays étaient occupés par les troupes anglo-américaines qui avaient progressé lentement vers le nord.

Dans cette dernière région, tenue par les troupes allemandes, le pouvoir politique était resté formellement entre les mains de Mussolini, qui avec ce qui lui restait d'éléments de l'armée italienne et des milices fascistes avait proclamé une « République sociale » alliée de l'Allemagne. La débâcle des troupes allemandes entraîna aussi celle de cette république. Reconnu et arrêté par des partisans italiens alors qu'il tentait de fuir vers la Suisse, Mussolini et sa maîtresse Clara Petacci furent fusillés, et leurs corps ramenés à Milan y furent exposés à la vue de la foule, accrochés par les pieds aux poutres d'un garage.

Cependant, d'un certain point de vue, ce 25 avril qui marquait la fin d'une dictature ayant régné sur l'Italie pendant près de vingt ans, mettait déjà un point final aux espoirs que nombre de travailleurs et de militants avaient pu nourrir dans la période précédente.

Des grèves de mars 1943 à la débâcle du 8 septembre

De tous les pays européens, c'est sans doute en Italie que le régime de dictature en place durant la Seconde Guerre mondiale, et auparavant, avait été le plus proche d'être emporté par une vague révolutionnaire prolétarienne. Le 25 avril 1945 était la conclusion d'une situation qui s'était ouverte deux ans plus tôt avec l'explosion, en pleine guerre, des grèves turinoises de mars 1943.

Ces grèves manifestaient au grand jour un mécontentement latent depuis longtemps dans la population, pour qui la guerre avait signifié des difficultés de plus en plus grandes, le rationnement et la faim. Avec les revers militaires de l'armée de Mussolini, on avait commencé à s'enhardir, à critiquer de plus en plus ouvertement le régime. Jusqu'à ce 5 mars 1943 où, à l'initiative de militants communistes, la grève éclata à l'usine Fiat-Mirafiori, la principale usine de Turin.

Les revendications – augmentation des rations, des salaires, prime de vie chère – étaient communes à tous, et plus encore sans doute la colère sourde qui montait contre le régime. En quelques jours la grève s'étendit, d'abord dans l'usine, puis à d'autres usines de Turin. Elle gagna d'autres usines du nord industriel, puis s'étendit encore au-delà, touchant des centaines de milliers d'ouvriers et devenant une véritable grève politique contre Mussolini. Face à la grève, la faiblesse de la dictature fasciste devint rapidement visible. Elle avait bien des chars à faire patrouiller dans les rues, mais hésitait de toute évidence à déclencher une répression et les industriels préférèrent, finalement, lâcher du lest.

Ce que montraient les grèves de mars, c'est non seulement que la fin du régime était proche, mais que la classe ouvrière pouvait, dans son écroulement, devenir un protagoniste actif et représenter un danger révolutionnaire. La bourgeoisie italienne chercha d'autant plus vite à éviter le désastre en opérant un renversement d'alliances au profit des Alliés anglo-américains, dont les troupes approchaient de l'Italie.

Mais les événements se précipitèrent, décidément trop vite pour que la bourgeoisie et l'État italiens puissent en rester maîtres. Le 10 juillet 1943, ce fut le débarquement anglo-américain en Sicile, le 19 juillet les premiers bombardements de Rome par l'aviation alliée. Le 25 juillet une conspiration autour du roi et des principaux chefs fascistes aboutit à la destitution de Mussolini, à son emprisonnement et à son remplacement par le maréchal Badoglio, un de ses principaux dignitaires. Le 8 septembre enfin, ce fut l'annonce de l'armistice entre l'Italie de Badoglio et les Alliés.

Mais la population italienne avait déjà, entre-temps, commencé à régler ses comptes avec un régime honni qui cherchait seulement à changer de peau et d'alliés. La répression menée par le régime Badoglio, faisant tirer sur les manifestations ou sur les ouvriers en grève, se révéla inopérante. L'État, l'armée italienne, achevèrent d'y perdre ce qui leur restait d'autorité propre.

Le 8 septembre, le régime de Badoglio n'avait rien prévu si ce n'est sa propre fuite de Rome vers le sud occupé par les troupes anglo-américaines. Dans le reste du pays, la population, les autorités locales et l'armée italienne elle-même furent abandonnées à leur propre initiative alors que l'armée allemande présente était, elle, tout à fait préparée à prendre le contrôle de la situation et notamment à désarmer les troupes italiennes. Les soldats italiens et la population elle-même résistèrent souvent, des troupes débandées et sans chefs n'eurent souvent plus d'autre solution que de prendre le maquis. Mais en quelques heures, il ne resta à la place de l'autorité de Badoglio et de l'État italien lui-même qu'un impressionnant vide du pouvoir. La présence des troupes allemandes, elles-mêmes en retraite, ne pouvait masquer ce vide que quelque temps, et la prétendue « République sociale », proclamée à la hâte par un Mussolini que les troupes allemandes avaient sorti de sa prison, le pouvait encore moins.

L'autorité étatique remise en place avec l'aide du PC

Bien des militants de la classe ouvrière italienne – et en premier lieu les militants communistes – espéraient alors que ce serait celle-ci qui, profitant de la débâcle allemande que l'on sentait proche, pourrait combler ce vide. Jusqu'à ce jour de mars 1944 où ils virent arriver le chef du Parti Communiste, le stalinien Togliatti jusqu'alors réfugié en URSS, qui leur annonça qu'il n'en était pas question. Selon lui, le PC devait tout simplement apporter son appui à Badoglio et au roi, s'intégrer à un gouvernement « d'union nationale » préparant l'autorité italienne qui devrait se remettre en place une fois l'armée allemande partie ; une autorité reconstruite à partir des éléments de l'ancien appareil d'État, de l'ancienne armée, de l'ancienne administration, des mêmes hommes qui avaient servi le régime fasciste pendant plus de vingt ans.

C'est un « Comité de libération nationale de Haute-Italie » (CLNAI), mis en place par les principales organisations de la résistance et en particulier par la direction du PC dans l'Italie occupée par les troupes allemandes, qui se chargea de préparer cette autorité à venir. Il prit le contrôle des maquis et prit aussi, en leur nom, l'engagement de remettre toutes les armes au commandement allié. En se proclamant à la tête de la résistance, il prenait aussi ses précautions pour éviter que, des usines ou des quartiers ouvriers où des grèves et des mouvements continuaient de se dérouler, n'émergent des organisations et des autorités qui auraient été sous le contrôle des masses et non sous le sien.

L'organisation de ce qu'on a appelé l'insurrection du 25 avril 1945 fut d'une certaine façon le point d'orgue de cette politique. L'insurrection en question, organisée au moment où les troupes allemandes refluaient, permit d'éviter le vide du pouvoir. Celui-ci passa entre les mains du CLNAI, qui lui-même reconnaissait l'autorité du gouvernement du sud et celui-ci l'autorité du commandement allié. Les manœuvres politiques pour la remise en selle de l'État de la bourgeoisie italienne pouvaient commencer, jusqu'à la proclamation de la République en 1946.

Ce 25 avril 1945, les corps de Mussolini et Clara Petacci étaient exposés sur une place de Milan. Mais ce n'était que le sacrifice nécessaire pour que la plupart des juges, des policiers, des généraux et bien sûr des bourgeois qui avaient pendant vingt ans fait peser avec lui la dictature fasciste sur la population italienne puissent poursuivre leur carrière comme si de rien n'était, dans un appareil d'État bourgeois remis en place avec la caution du parti de Togliatti ; et de Staline.

André FRYS

Rwanda ***La tuerie dans un camp de réfugiés***

VICTIMES DE L'ARMÉE ET DES MILICES

AFP

Un réfugié hutu d'un camp au Zaïre, après une attaque d'hommes armés qui auraient porté des uniformes de la nouvelle armée rwandaise, à majorité tutsie

Après avoir annoncé 5 000 à 8 000 morts au Rwanda, les observateurs de l'ONU font aujourd'hui état de 2 000 morts dans le camp de Kibeho, après l'intervention de l'armée rwandaise pour fermer le plus important des camps du sud-ouest du pays. La fusillade aurait éclaté lorsque certains réfugiés ont tenté de forcer le barrage installé par les militaires autour du camp. Ceux-ci auraient alors tiré dans la foule, faisant de nombreuses victimes, tandis que, dans la panique qui suivit, beaucoup de femmes et d'enfants seraient morts piétinés.

Cette intervention sanglante faisait suite à la décision du gouvernement rwandais de fermer tous les camps de réfugiés de cette région. Installées en juillet 1994 à la limite du Zaïre et du Burundi, dans ce qui était la «*zone humanitaire sûre*» créée par l'opération militaire française baptisée *Turquoise*, 250 000 personnes s'entassaient encore à la mi-avril dans ces camps, malgré la volonté du gouvernement de ramener ces réfugiés dans leurs villages d'origine.

Il est vrai que ces populations déplacées durant la guerre civile de 1994 continuent à craindre tout à la fois les représailles de l'armée gouvernementale et celles des miliciens hutus qui, depuis neuf mois, se servent de ces populations comme d'une masse de manœuvre contre le nouveau gouvernement et utilisent les camps comme caches d'armes et bases arrière pour préparer leur revanche. D'où la récente décision des responsables de Kigali de fermer autoritairement les camps de la région et de ramener de force ces centaines de milliers de réfugiés dans leur région d'origine, après contrôle.

Les sanglants incidents de Kibeho montrent que le Rwanda, ce pays dévasté et désorganisé après les massacres qui firent plus de 500 000 victimes parmi la minorité tutsie et les opposants hutus, risque malheureusement d'en connaître encore bien d'autres. La clique issue du Front Patriotique Rwandais, au pouvoir depuis neuf mois, n'a sûrement rien à envier à celle de l'ancien dictateur Habyarimana. Mais la position du gouvernement français, qui réclame aujourd'hui que les responsables des massacres de Kibeho soient «*arrêtés et punis*», vaut tout de même qu'on s'y arrête.

Il est bien mal placé en effet pour s'ériger en juge impartial car c'est lui qui a formé et armé les troupes ainsi que les milices destinées à soutenir le régime d'Habyarimana. Il s'est ainsi rendu directement complice de la tuerie à grande échelle déclenchée par ces bandes armées en avril 1994, mais il a aussi protégé les assassins jusqu'au bout, grâce notamment à l'opération *Turquoise* qui, sous des prétextes humanitaires, n'avait pour objectif que d'offrir un refuge aux forces armées gouvernementales, aux milices et aux notables du régime d'Habyarimana, face à l'avance des troupes du FPR. Et si l'armée française a dû finalement plier bagages et céder la place à un FPR victorieux, elle a laissé derrière elle un Rwanda en ruines, jonché de centaines de milliers de cadavres, et une situation explosive liée à l'existence de centaines de milliers de réfugiés, regroupés aussi bien dans l'ex-« zone humanitaire » que dans les pays limitrophes du Zaïre, du Burundi ou de Tanzanie.

Pour toutes ces raisons, le gouvernement français porte une lourde part de responsabilités dans les massacres d'hier, comme dans ceux d'aujourd'hui et hélas de demain, au Rwanda mais aussi dans toute cette région d'Afrique.

Roger MEYNIER

HAUTE COUTURE ET DESSOUS D'UN DICTATEUR

Cela ressemble au scénario, peu vraisemblable mais pourtant vrai, d'une opérette. Premier acte, le couturier italien, Francesco Smalto, fournisseur de quelques grands de ce monde, est poursuivi par un tribunal parisien pour proxénétisme : il a fait livrer ses costumes par des prostituées à certains clients. On cite le dictateur du Gabon, Omar Bongo, mais il pourrait y en avoir d'autres. Omar Bongo ne dément pas et paraît même plutôt flatté que ses frasques soient rendues publiques.

Deuxième acte : certaines prostituées font remarquer que le dictateur gabonais n'avait pas coutume d'utiliser de préservatif. C'est apparemment une pièce vestimentaire qui ne lui sied pas. Mais le pire n'est pas là : on chuchote, et de plus en plus fort, que Bongo serait séropositif. Du coup, le César du Gabon devient fou de rage.

Troisième acte, Bongo accuse la presse française de faire une «*campagne diffamatoire*» contre lui, et reproche le «*silence du gouvernement français*». En même temps il fait interdire des journaux d'opposition pour avoir répercuté la «*propagande de la presse française*».

Cette fois, halte-là ! La caleçonnade commence à prendre un tour sérieux. C'est que la France a de gros intérêts au Gabon (pétrole, bois, etc.) et qu'il n'est pas question de se fâcher avec le président gabonais pour une sordide histoire de costumes, de call-girls et de préservatif. Dans un communiqué du 21 avril, les autorités gabonaises, qui le savent, déclarent «*que les relations entre les Etats et les peuples se fondent non sur le traitement inégal et l'humiliation mais sur la considération et le respect mutuel*». Prière donc aux autorités françaises de témoigner de la considération pour le satrape du Gabon.

Dernier acte : exécution. La presse française fait silence, on évite de parler de l'incident. Déjà le ministre de la Coopération, Bernard Debré, avait déclaré que M. Bongo n'était pas séropositif, «*parce que je suis médecin et que j'ai reçu quelques examens qu'il m'a envoyés*».

Peut-être, mais voilà un curieux médecin, qui ne se demande même pas si les examens en question sont bien ceux de Bongo ! Et voilà un ministre français qui en est réduit à certifier qu'un chef d'Etat africain n'est pas séropositif, alors qu'il n'en sait strictement rien. Tandis que le Quai d'Orsay et la presse française ne disent mot. Les plus prostituées ne sont pas celles qu'on croit…

AFP

Bongo et l'un de ses beaux costards

André VICTOR

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995